

Les Études du CERI
N° 127 - septembre 2006

**Bush et la fin de l'ordre électoral
du New Deal**
La domination républicaine est-elle pérenne ?

François Vergniolle de Chantal

Bush et la fin de l'ordre électoral du New Deal La domination républicaine est-elle pérenne ?

Résumé

Depuis 1964, le parti républicain s'est construit une identité en rupture avec le conservatisme modéré qui l'a caractérisé jusqu'à cette époque. L'idéologie du parti est désormais populiste, religieuse et nationaliste. Elle résulte de la tactique électorale « sudiste » de Barry M. Goldwater puis de Richard Nixon. Récupérant pour son plus grand profit le mécontentement des Blancs du Sud contre l'intégration raciale, le parti a fait des anciens Etats confédérés son bastion. Cette évolution a été d'une telle ampleur qu'elle constitue le trait fondamental de la vie politique américaine des quarante dernières années. Depuis lors en effet, l'initiative politique est passée dans le camp de la droite, conduisant à un affaiblissement des démocrates. Avec le passage du Sud au GOP (*Grand Old Party*), la coalition rooseveltienne a subi un choc dont elle ne s'est pas relevée. Récemment, la réaction nationaliste suscitée par les attaques terroristes du 11 septembre a fourni aux républicains une assise supplémentaire. Néanmoins, ce retour en force ne permet pas d'identifier pour autant les éléments suffisamment stables d'une coalition républicaine durable. La force des républicains réside dans l'élan qui les porte et, c'est là notre argument, dans une incapacité des démocrates à définir une tactique permettant de répondre au défi républicain. Pourtant, le rapport des forces électorales n'est pas favorable aux républicains. Si les facteurs démographiques et géographiques jouent à leur avantage, les évolutions sociales, elles, bénéficient aux démocrates. Ces derniers sont certes dépourvus de stratégie mais pas de ressources. La situation est précisément inverse pour les républicains.

Bush and the End of the New Deal Electoral Order A lasting Republican domination?

Abstract

The Republican Party's identity as fashioned since 1964 is poles apart from the moderate conservatism that had characterised the party until then. The party ideology has become populist, religious and nationalistic. It results from Barry M. Goldwater and later Richard Nixon's "southern" electoral strategy. The party cashed in on the discontent sown among the southern population by racial integration, and has consequently made the former Confederate States its stronghold. This shift has been so large in scope that it constitutes the main feature of US politics in the past four decades. Political initiative has since then been primarily rightwing, weakening the Democrats. When the GOP won a majority in the South, the Democratic coalition suffered a trauma it has yet to recover from. The nationalist reaction to the 9/11 attacks gave the Republicans a supplementary political base. Nevertheless, this comeback does not have sufficiently stable elements allowing for a lasting Republican coalition. The Republicans' strength resides in the fervour that surrounds them, as well as, as we will argue, in the Democrats' inability to define a tactic to face the Republican challenge. Yet, the balance of (electoral) power does not tip to the Republicans. Although demographical and geographical factors favour the right, social evolutions tend to favour the Democrats. The latter may lack strategy, but they do not lack resource. The situation is exactly the opposite for the Republicans.

Bush et la fin de l'ordre électoral du New Deal

La domination républicaine est-elle pérenne ?

François Vergniolle de Chantal

Université de Bourgogne

Réélu en 2004 contre le sénateur du Massachusetts John Kerry, George Bush a véritablement pu inscrire son action dans la durée. Après une première élection controversée en 2000, le Président a su se construire une légitimité démocratique en obtenant à deux reprises, après les attentats du 11 septembre 2001, le soutien d'une majorité de la population. A l'occasion des élections de mi-mandat (*midterms*) de novembre 2002, il a renforcé la majorité républicaine au Congrès contrairement aux attentes de tous les observateurs. Lors de la dernière présidentielle, il a encore déjoué les schémas traditionnels en menant une campagne fondée sur la mobilisation de l'électorat conservateur et en jouant la carte des valeurs traditionnelles (famille, mariage), de la sécurité, de la patrie sans chercher à convaincre les modérés. Dans ces conditions, il paraît difficile de réduire la présidence Bush aux images d'Epinal qui abondent de ce côté de l'Atlantique : une telle vision caricaturale ne permettrait pas d'expliquer l'enracinement du parti républicain. Au Congrès, la majorité républicaine date de 1994. A la Cour suprême, les remplacements de William Rehnquist et de Sandra Day O'Connor par John G. Roberts et Samuel Alito en 2005 ont encore renforcé la majorité conservatrice : le juge Samuel Alito, en particulier, a un engagement idéologique nettement plus fort que Sandra Day O'Connor. Au total, à l'été 2006, l'ensemble des institutions nationales américaines sont aux mains du GOP (*Grand Old Party*).

Mon objectif est de dépasser la vision de court terme qui voudrait que cette configuration favorable aux républicains ne soit qu'un épiphénomène, une simple réaction aux attaques terroristes contre le *World Trade Center*. En plaçant les mandats de George W. Bush en perspective, je tenterai de savoir si l'on peut parler à ce propos d'une véritable redéfinition du conservatisme. L'élection de 2004 est-elle une élection de « réalignement » (*critical*

election) ouvrant la voie à une période de domination républicaine sur la scène politique ? Le mandat présidentiel de Bush Jr. place-t-il enfin le parti républicain en position « structurellement majoritaire » ?

De telles interrogations ne sont pas nouvelles sur la scène politique américaine. Depuis la fin des années 1960 et l'arrivée au pouvoir de Richard Nixon en 1968, la domination républicaine a été annoncée par bien des observateurs¹. Ce fut à nouveau le cas dans les années 1980 après les succès électoraux du président Reagan (1981-1989), puis lors de la prise du Congrès sous la direction de Newt Gingrich (*Speaker* de la Chambre de 1994 à 1999) après quarante ans de majorité démocrate. Avec Bush Jr. et la défaite des démocrates en 2004, la question de la domination républicaine est de nouveau à l'ordre du jour pour la quatrième fois en quarante ans... Cette obsession des analystes s'explique par les modalités de la sociologie électorale aux Etats-Unis. Depuis l'apparition des partis politiques de masse et l'émergence des partis républicain et démocrate au milieu du XIX^e siècle, l'alternance politique s'est faite sur le mode du réalignment électoral. La perspective classique a été formulée par une série de politistes américains dont les plus connus sont Valdimer O. Key Jr., Elmer E. Schattschneider, James L. Sundquist et Walter Dean Burnham². Elle est fondée sur l'identification d'élections pivot (*swing elections*) qui marquent la constitution d'une nouvelle coalition électorale victorieuse. Selon cette perspective, il existerait des cycles politiques organisés autour d'un système partisan stable, l'un des deux partis occupant une position « structurellement majoritaire ». L'expression en elle-même semble curieuse mais elle prend tout son sens dans le contexte des Etats-Unis. Lorsque les partis politiques sont devenus des organisations de masse, ils ont développé des « machines » visant à assurer le recrutement de militants et la victoire aux élections. Le parti démocrate, en particulier, a su intégrer de nombreux groupes d'immigrants (surtout des Irlandais), assurant leur intégration sociale (réseau, logement, emploi) en échange de services rendus au parti. Ainsi, l'appartenance ethnique a été un facteur décisif d'affiliation partisane. Ajoutée à des clivages plus traditionnels – historiques ou sociaux – la dimension ethnique a forgé une identification partisane rigide et être démocrate ou républicain constituait un élément fondamental de chaque famille américaine. Les deux dimensions, ethnique et partisane, se sont transmises de génération en génération. Certaines régions étaient ainsi entièrement républicaines ou démocrates. Les cycles électoraux étaient de longue durée, à peu près une génération, soit trente ans. Chaque période était également caractérisée par un enjeu politique dominant non traité par les deux partis et qui déclenchait une élection de réalignment qui marquait le terme du cycle et redistribuait les forces partisans autour d'un nouveau clivage. Il était fréquent que cette élection soit précédée d'une remise en cause du duopole républicains-démocrates par l'apparition momentanée d'un « tiers-parti » (*third party*), le plus souvent sur ce nouvel enjeu non pris en charge par

¹ On peut noter dès à présent le travail fondateur de K. Phillips, *The Emerging Republican Majority*, New Rochelle, New York, Arlington House, 1969. Dernièrement, un journaliste politique, Hugh Hewitt, a publié *Painting the Map Red. The Fight to Create a Permanent Republican Majority*, New York, Regency Publishing Co., 2006. D'autres exemples seront cités au fil de l'Etude.

² Sur ce point, voir D.R. Mayhew, *Electoral Realignments. A Critique of an American Genre*, New Haven, Yale University Press, 2002, en particulier les chapitres 1 et 2.

les partis traditionnels : ainsi du mouvement « *Free-Soil* » avant la guerre de Sécession, ou encore du parti populiste « *People's Party* » de 1892 ou, enfin, de l'« *Independent Party* » de George Wallace en 1968. Les tenants de la thèse du réalignement électoral présentent les élections de réalignement comme l'équivalent fonctionnel des révolutions en Europe, c'est-à-dire un réajustement soudain des équilibres politiques et sociaux, mais, dans le cas américain, sans violence...

Historiquement, le premier cycle couvre la période allant de la fondation (1787-1791) jusqu'en 1824 avec la première campagne d'Andrew Jackson ; il oppose les partisans du projet fédéraliste de 1787 à leurs adversaires républicains. A partir de 1828, avec l'arrivée d'Andrew Jackson au pouvoir, jusqu'en 1860, avec l'élection d'Abraham Lincoln, il s'agit du deuxième cycle, marqué par la montée de la question de l'esclavage. Le troisième cycle se poursuit jusqu'en 1896 (élection de William McKinley contre le mouvement populiste de William J. Bryan) et se fonde sur la montée de la puissance économique des Etats-Unis. Il s'ensuit une période de domination républicaine, qu'inaugure l'élection de William McKinley. Celui-ci a fait du GOP le parti du monde urbain, industriel et financier, mettant un terme à l'engagement abolitionniste de la Vieille Garde (*Old Guard*). Il a compris que le parti devait absolument rester en contact avec les nouvelles forces à l'œuvre qui redessinent alors les Etats-Unis. Il rapproche donc le parti des milieux industriels et des trusts, sans négliger pour autant les milieux ouvriers et les immigrants. Cette définition du parti connaît une nouvelle jeunesse dans les années 1920, avant d'atteindre définitivement son terme en 1932 avec l'élection de Franklin D. Roosevelt. La première élection présidentielle consécutive à la crise de 1929 ouvre la voie à une domination des démocrates qui durera jusqu'en 1968. La « coalition rooseveltienne » unit toutes les victimes de la crise économique – ouvriers du Midwest et de l'Est, fermiers de l'Ouest, classes moyennes urbaines – aux Blancs du Sud, traditionnellement opposés aux républicains depuis 1865, au sein d'un projet de société fondé sur des réformes sociales et économiques, mais non raciales. Cette coalition s'effondre en trente ans, quelque part entre l'élection de Richard Nixon en 1968 et 1994, année de la victoire républicaine au 104^e Congrès.

La période que j'examinerai ici couvre l'ascension du parti républicain depuis 1968. Toute l'interrogation de la sociologie électorale depuis cette période consiste à identifier l'élection de réalignement qui signerait l'apparition d'une majorité électorale solide favorable aux républicains pour une période de plusieurs décennies. C'est une recherche paradoxale dans la mesure où, depuis quarante ans, l'ascension républicaine est indéniable. Il reste que ce renforcement républicain continue de poser problème à la sociologie électorale dans la mesure où il s'effectue sur un mode inédit. La majorité républicaine résulte d'une sédimentation sur plusieurs décennies et non pas d'un réajustement électoral. Elle a longtemps été différenciée selon les institutions considérées – présidence, Chambre des représentants, Sénat, Cour suprême, exécutifs des Etats, assemblées législatives des Etats. Contrairement à la coalition rooseveltienne, la majorité républicaine actuelle est par ailleurs fragile, mouvante, incertaine : les élections de mi-mandat en novembre 2006 ne s'annoncent pas, à l'heure où nous écrivons, sous les meilleurs auspices pour les républicains, et une percée démocrate est envisageable. Dans ces conditions, les nouveaux concepts ne manquent pas pour rendre compte de la situation : « *rolling realignment* », « *mini-realignment(s)* », « *regional realignment* » ou, et c'est pour l'heure le plus populaire,

« *dealignment* »³. Dans cette perspective, l'affaiblissement contemporain des partis politiques rendrait impossible tout retour à la stabilité du cadre traditionnel. En effet, le manque d'identification partisane stable au sein de la population ne permettrait plus à une coalition donnée de s'imposer sur le long terme. Selon le *American National Election Studies* (ANES), centre de recherche de l'Université du Michigan, les chiffres sont clairs. En 1952, 57 % des électeurs s'identifiaient spontanément au parti démocrate, contre seulement 34 % au parti républicain ; 6 % se déclaraient indépendants. En 2004, la situation est radicalement différente. L'identification aux démocrates s'est affaiblie, atteignant à peine les 49 %. Côté républicain, elle s'élève à 41 %. Les indépendants représentent dorénavant 10 % de l'électorat. Ces chiffres traduisent la fluidité croissante des attachements partisans, qui complique d'autant la formation d'une structure majoritaire de long terme. Le pendant de cet affaiblissement des partis est la personnalisation grandissante de la scène politique qui a fait l'objet d'un grand nombre d'analyses⁴. Mais cette perspective de « désalignement » reste insuffisante en ce qu'elle ne fait qu'habiller la réalité électorale sans vraiment l'expliquer. Autrement dit, elle ne fait que prédire le changement (!), sans rendre compte de facteurs tels que le basculement massif du Sud dans le camp républicain ni des conséquences du choc des attentats du 11 septembre.

Je m'interrogerai ici sur les éléments qui pourraient permettre d'envisager une coalition républicaine durable ou ce qui, à l'inverse, pourrait conduire à limiter l'impact de long terme des victoires électorales du GOP.

LA RÉSISTIBLE ASCENSION DES RÉPUBLICAINS (1968-2000)

Historiquement, le parti républicain s'est construit comme une coalition réformatrice et modernisatrice. L'émancipation des esclaves, en 1854, constitue son acte fondateur. Pour Abraham Lincoln, la nouvelle formation devait réaffirmer les principes républicains traditionnels de l'Union, dont l'esclavage constituait la négation absolue. Par la suite, dans les années 1900, c'est au sein du GOP que les « progressistes » ont entrepris des réformes profondes de la société américaine sous la direction de Théodore Roosevelt (1901-1909). Face à cet élan républicain, les démocrates sont trop souvent apparus comme une coalition

³ A titre d'exemple, voir B.E. Shafer, (dir.), *The End of Realignment? Interpreting American Electoral Eras*, Madison, University of Wisconsin Press, 1991. Le livre, déjà cité, de D. Mayhew, *Electoral Realignments*, *op. cit.*, offre aussi une critique ferme du modèle du réalignment.

⁴ Ces chiffres sont tirés du site Internet de l'ANES (*American National Election Studies*) de l'Université du Michigan. Ils sont disponibles sur http://www.umich.edu/~nes/nesguide/toptable/tab2a_2.htm. A propos de la personnalisation (*candidate-centered politics*), voir M.P. Wattenberg, *The Rise of Candidate-Centered Politics*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1991. Le thème des transformations plus générales des conditions d'exercice de la politique ne sera pas abordé ici. Il convient néanmoins de garder à l'esprit le poids déterminant de la télévision, des consultants politiques et de l'argent sur la scène politique du pays.

de mécontents. Le poids de leur branche sudiste, en particulier, permettait aux républicains de dépeindre leurs opposants comme incapables de formuler une alternative crédible, voire de les assimiler à un groupement fondamentalement éloigné des principes de base sur lesquels repose la société américaine. A la fin du XIX^e siècle, l'intégration des minorités au sein des « machines » démocrates ne fit que confirmer cette impression diffuse parmi les républicains.

La victoire du démocrate Franklin D. Roosevelt en 1932 doit être replacée dans ce contexte. Le choc du krach de 1929 ainsi que l'incapacité des républicains au pouvoir à sortir de la crise économique ont conduit à un renversement de la scène politique : Roosevelt réussit à unir dans une coalition stable des populations dont l'éparpillement avait été problématique pour les démocrates depuis la guerre de Sécession, à savoir les conservateurs blancs du Sud, les milieux ouvriers du Midwest et du Nord-est, les classes moyennes des centres urbains, et, enfin, les paysans de l'Ouest et des Plaines. Le maintien d'une coalition aussi hétérogène – en Europe continentale, quatre partis auraient été nécessaires ! – jusqu'aux années 1960 est un succès incontestable qui vaut, à lui seul, que Roosevelt soit considéré comme le plus grand président américain du XX^e siècle. Pendant trente ans, le parti républicain a été condamné à une forme de « suivisme » idéologique (« *me tooism* »). Seule la présidence Eisenhower a interrompu quelque temps cette domination démocrate, mais, comme en témoigne la prise du Congrès par les démocrates en 1954, cette parenthèse était essentiellement due à la personnalité de l'ancien chef des forces alliées en Europe.

La coalition rooseveltienne s'est effondrée au début des années 1960. De nos jours, l'Ouest, les Plaines et le Sud sont des bastions du parti républicain. Ce dernier a su jouer du ressentiment racial des Blancs du Sud dans les années 1960 pour s'implanter durablement dans les anciens Etats confédérés. Les Etats des Rocheuses et des Plaines votent également sensiblement plus souvent républicain que démocrate par méfiance envers l'interventionnisme fédéral. Les milieux ouvriers ne sont pas un électorat gagné d'avance pour les démocrates. L'élection de Ronald Reagan a prouvé dans les années 1980 que des questions morales ou culturelles pouvaient les inciter à voter contre leurs intérêts économiques. Par ailleurs, une part croissante des petites classes moyennes, inquiètes devant les développements de la mondialisation, est sensible à la simplicité du discours républicain. Seules les classes moyennes urbaines aisées des côtes Est et Ouest restent fidèles aux démocrates, comme l'ont montré les résultats de la présidentielle de 2004.

Reste à savoir quand cette coalition démocrate s'est effondrée. Aucun spécialiste n'est en mesure d'identifier une élection décisive sur le modèle de 1896 ou de 1932 permettant d'expliquer la chute, ou plutôt l'effritement, de la coalition rooseveltienne. Par ailleurs, personne n'a repéré pour l'instant de véritable domination républicaine, même si les conseillers du parti, de Kevin Phillips à Karl Rove, s'évertuent depuis plus de trente ans à soutenir le contraire. Il convient donc de s'interroger sur les raisons des limites de la puissance républicaine. A mon sens, le parti républicain actuel demeure essentiellement une coalition de mécontents qui peine à élaborer un projet positif. Les quarante dernières années qui ont vu l'ascension du conservatisme républicain sont en effet ponctuées d'échecs politiques et institutionnels retentissants.

La percée de Richard Nixon (1968-1974)

En arrivant au pouvoir en 1968, Richard Nixon récolte en fait les fruits de la campagne de 1964 du sénateur républicain de l'Arizona, Barry M. Goldwater. En écartant les prétendants modérés à la désignation (*nomination*), Barry M. Goldwater a imposé une tactique pour la présidentielle, une stratégie pour le renouveau du parti et une rhétorique. Il a eu recours à un anticommunisme virulent afin de rassembler sur son nom les composantes de la droite conservatrice. Idéologiquement divisée – notamment entre les libertariens et les traditionalistes – la droite s'est rassemblée derrière la figure charismatique du sénateur de l'Arizona. Le candidat républicain a également entrevu le potentiel électoral que représentait le sud des Etats-Unis. Il a été le premier responsable politique républicain à comprendre que le parti devait récupérer les Blancs conservateurs du Sud, désorientés par l'action favorable aux droits civiques du parti démocrate. Ce pari initial a constitué le tournant de la vie politique contemporaine des Etats-Unis. Le « *solid South* » démocrate issu de la guerre de Sécession s'est en effet effondré en moins de dix ans. Le changement s'est amorcé lors de la promulgation par le président Lyndon Johnson durant l'été 1964 de la loi sur les droits civiques (*Civil Rights Act*) garantissant aux Noirs les promesses figurant dans les grands amendements de 1865 (13^e amendement interdisant l'esclavage), 1868 (14^e amendement créant une citoyenneté commune aux Blancs et aux Noirs et initiant le processus « d'incorporation » du *Bill of Rights*) et 1870 (15^e amendement interdisant toute forme de discrimination). La résistance a été forte chez beaucoup de Blancs du Sud, d'où la conviction de certains hommes politiques démocrates de la région que le vote de la loi allait gonfler les rangs des républicains : le président Lyndon Johnson lui-même reconnut que cette loi conduisait à la perte du Sud pour les démocrates⁵. Barry M. Goldwater a immédiatement entrevu les possibilités d'évolution de l'électorat du Sud. Sa stratégie sudiste a fourni la base électorale dont le parti avait besoin pour se faire entendre. Enfin, pour tenir compte de cet objectif, la forme du message républicain s'est modifiée : le discours s'est fait populiste et nationaliste. Les termes associés à l'image du parti républicain depuis sa fondation – élitisme, patriotisme, une certaine sophistication liée au Nord-Est – ont connu une inflexion spectaculaire. Depuis lors, la communication du parti se fonde sur un populisme nationaliste agressif à l'accent sudiste...

En 1964, cette évolution, trop brutale, a été une véritable catastrophe électorale pour les républicains. Barry M. Goldwater s'est fait balayer par le candidat démocrate Lyndon Johnson, qui a recueilli le vote des Noirs dans le Sud pour la première fois depuis la guerre de Sécession. Les propos outranciers du sénateur de l'Arizona, en particulier sur les questions raciales et les relations avec l'URSS, en ont fait une cible aisée. Accusé d'être incompetent, ségrégationniste et belliqueux, Barry M. Goldwater s'est immédiatement effacé après l'élection. C'est néanmoins dans la droite ligne de cette élection que Richard Nixon, quatre ans plus tard, inscrit sa propre campagne. Entre les deux échéances électorales, en effet, le paysage politique s'est profondément modifié. Les Américains ont été traumatisés

⁵ Le jour où Lyndon Johnson signa la loi sur les droits civiques, il déclara à son assistant Bill Moyers « *I think we just delivered the South to the Republican Party for a long time to come* » (« Je crois que nous venons de livrer le Sud aux républicains pour un longue période »).

par la guerre du Vietnam et, dans une moindre mesure, par les émeutes urbaines. Ils ont dû faire face à la remise en cause radicale des valeurs essentielles de la société américaine par les jeunes étudiants nés immédiatement après la Seconde Guerre mondiale – les enfants du *baby boom* – (apparition d’une contre-culture, développement du féminisme, de l’écologie, de mouvements gauchistes et anarchistes). Rattachés à l’évolution du Sud, ces changements des années 1960 témoignent d’une radicalisation et d’une idéologisation communes aux démocrates et aux républicains. Face à une « nouvelle gauche » revendicatrice qui irrigue de plus en plus le parti démocrate, un nombre croissant de républicains comprennent que leur parti a tout à gagner à se positionner comme défenseur de la tradition. Ainsi, à partir de la fin des années 1960, les questions culturelles et les débats sur les valeurs occupent le premier plan de la vie publique : la dénonciation de l’ordre établi et de l’impérialisme, les revendications des femmes (en particulier pour le droit à l’avortement), les relations raciales. Sur la droite de l’échiquier politique, ces évolutions nourrissent un puissant retour conservateur (*conservative backlash*), dont Richard Nixon est le premier bénéficiaire en faisant campagne sur le thème de la loi et de l’ordre. S’il remporte le scrutin de 1968 avec une marge extrêmement étroite, son élection est importante parce qu’elle constitue la première preuve tangible de la fin de la coalition rooseveltienne. Grâce à Richard Nixon, l’implantation des républicains dans le Sud se poursuit. Moins en termes de gains net – Richard Nixon, tout comme Barry M. Goldwater, remporte cinq Etats dans la région – qu’en termes d’affaiblissement de l’adversaire démocrate⁶. En effet, le cœur du Sud – le *deep south* (Arkansas, Louisiane, Mississippi, Alabama, Géorgie) – vote pour le candidat indépendant, ex-démocrate, George Wallace, illustrant ainsi l’éloignement du Sud envers les démocrates.

Une fois installé à la présidence, Richard Nixon s’est posé en représentant de la « majorité silencieuse » – l’expression est de Patrick (« Pat ») Buchanan qui est alors l’un des rédacteurs des discours présidentiels. Richard Nixon a lui aussi centré sa tactique populiste sur la récupération de l’électorat blanc du Sud. Deux consultants républicains de l’époque ont théorisé cette tactique : Kevin Phillips dans *The Emerging Republican Majority* (1969) et Benjamin Wattenberg dans *The Real Majority* (1970). Ce dernier explique que le parti républicain peut créer une nouvelle dynamique politique en s’appuyant sur les électeurs qui ne sont ni jeunes, ni pauvres, ni noirs (*unyoung, unpoor and unblack*). Kevin Phillips, quant à lui, souligne toute l’importance des électeurs ayant voté pour le candidat indépendant en 1968, George Wallace. Ayant dorénavant rompu leurs liens avec les démocrates, ils sont en quelque sorte dans l’attente d’une offre politique satisfaisante que le parti républicain se doit de fournir. Selon Kevin Phillips, l’abandon du soutien des Noirs devrait être largement compensé par l’élan que créera l’adhésion des Blancs conservateurs. Le choix de l’ancien gouverneur du Maryland, Spiro Agnew, comme vice-président sur le ticket de 1968 reflète cette orientation. La question est jugée suffisamment importante pour que l’un des

⁶ En 1964, Goldwater avait remporté, outre son Etat d’origine, l’Arizona, la Louisiane, le Mississippi, l’Alabama, la Géorgie et la Caroline du Sud, c’est-à-dire le « *deep South* », qui vote pour George Wallace quatre ans plus tard (à la seule exception de la Caroline basculant pour Nixon). Nixon perce dans d’autres Etats du Sud : la Floride, les deux Carolines, le Tennessee et la Virginie. Il remporte aussi l’Oklahoma et le Kentucky.

conseillers présidentiels, Harry Dent, en soit chargé à plein temps⁷.

Richard Nixon cherche également à modifier l'image des démocrates, décrits dans le discours républicain comme une coalition unissant ceux qui ne veulent pas travailler et vivent de l'aide sociale aux minorités. Le sénateur républicain Hugh Scott de Pennsylvanie définit ainsi la formation démocrate comme le parti des « Trois A » (*Acid, Abortion, and Amnesty*). Le choix du sénateur du Dakota du Sud, George McGovern, comme candidat démocrate à la présidentielle de 1972 facilite le positionnement républicain. George McGovern est en effet très engagé à la gauche du parti, de sorte que Patrick Buchanan peut le décrire comme le Barry M. Goldwater démocrate. Dans le contexte de l'époque, cette candidature extrémiste joue en faveur du camp adverse. L'annonce de l'arrêt des hostilités au Vietnam à la toute fin du mois d'octobre 1972 ôte à George McGovern son principal argument électoral. Richard Nixon l'emporte dans 49 Etats en obtenant 61 % des suffrages, contre 38 % pour George McGovern ; seuls le Massachusetts et le district de Columbia votent en faveur du candidat démocrate. Richard Nixon a aisément fait de McGovern le symbole d'une certaine « gauche caviar » (*liberal*) n'ayant aucun contact avec l'Amérique profonde (*mainstream America*) et ne représentant que les pacifistes et les agitateurs des campus universitaires. Néanmoins, au Congrès, les démocrates se maintiennent : ils conservent une majorité de 243 sièges à la Chambre des représentants (contre 192), et, au Sénat, de 57 sièges contre 43. Au niveau des Etats, les démocrates remportent un siège supplémentaire de gouverneur. Le décalage entre, d'une part, les élections du Congrès et celles se déroulant dans les Etats et, d'autre part, le scrutin présidentiel atteint un niveau encore inégalé. 30 % de l'électorat a voté pour un président républicain tout en se prononçant pour les démocrates au niveau local et au Congrès. C'est le début du phénomène électoral dit de *ticket-splitting* qui restera une caractéristique de la vie politique américaine jusqu'à la fin des années 1990 et qui a permis aux démocrates de conserver le Congrès jusqu'en 1994 alors que les républicains remportaient régulièrement les présidentielles⁸.

La majorité démocrate utilise à son profit le scandale du Watergate qui devient public à partir de mars 1973. Menacé de destitution (*impeachment*) par le Congrès, Richard Nixon doit démissionner en août 1974. Il est remplacé par Gerald Ford, son vice-président depuis octobre 1973 et l'ancien sénateur du Michigan. Pour en finir avec le scandale, Ford décide très rapidement de gracier Richard Nixon (septembre 1974), évitant ainsi à l'ancien président tout risque de poursuites judiciaires. Cette décision a des effets dévastateurs sur

⁷ Dans la perspective de l'élection présidentielle de 1972, Nixon met en place une « *task force* » dirigée par un autre conseiller, William Safire, afin d'anticiper les conséquences d'une éventuelle nouvelle candidature de Wallace. Le destin se chargera de réduire les craintes présidentielles quand Wallace tombera sous les balles d'un déséquilibré, Arthur Bremer, au printemps 1972.

⁸ On l'oppose au phénomène du « *straight-ticket* », c'est-à-dire le vote cohérent, pour le même parti, entre le local, le Congrès et la présidence. A partir de 1996, le *ticket-splitting* retrouve son niveau de 1960, c'est-à-dire qu'il concerne un peu moins de 25 % de l'électorat. Se reporter au tableau 7.2 in J.Q. Wilson, J.J. Dilulio, *American Government. Institutions and Policies*, Houghton Mifflin Co., Boston, 2004, p. 162. Avec cette nouvelle évolution du vote, les institutions nationales ont fonctionné sur le mode du « *divided government* » pendant quasiment trente ans, chaque parti contrôlant une institution. Ce n'est qu'en 2000 que l'alignement idéologique entre la présidence et le Congrès a été rétabli.

l'opinion publique : l'idée d'une collusion des gens de pouvoir se répand comme une traînée de poudre, profitant largement aux démocrates. Lors des élections de mi-mandat en novembre 1974, le parti républicain perd 49 sièges à la Chambre des représentants (majorité démocrate de 291 sièges), et 4 sièges au Sénat (majorité démocrate de 61 sièges). Les démocrates obtiennent 20 gouverneurs supplémentaires (soit une majorité de 36). Cette génération d'élus entreprend une profonde réforme du Congrès et devient l'une des plus engagées de l'après-guerre. Deux ans plus tard, en 1976, un reste de colère et la faiblesse de l'économie, notamment l'inflation galopante, contribuent à la défaite de Ford face à l'ancien gouverneur démocrate de Géorgie, Jimmy Carter. Ford a dû également faire face à une opposition interne de la droite du parti emmenée par Ronald Reagan. Jimmy Carter devance son rival de peu en obtenant 50 % des voix, contre 48 % à Ford (297 membres du collège électoral contre 240). Jimmy Carter a su utiliser le besoin de renouveau exprimé par la population après le Watergate. Il a mis en avant sa conversion religieuse, son refus du mensonge et sa dimension d'« outsider » de Washington DC. Les démocrates obtiennent un siège de plus à la Chambre des représentants (292 élus), ils conservent leurs 62 sénateurs et remportent un siège supplémentaire de gouverneur (37). En moins de 4 ans, les républicains sont passés de la conviction d'une imminence de la suprématie de leur parti à la perspective d'une longue période de reconstruction. En d'autres termes, le scandale du Watergate et l'effondrement de l'administration Nixon constituent le premier grand revers des conservateurs. Quant au schéma traditionnel de la sociologie électorale, il n'explique plus les évolutions politiques. Les élections présidentielles de 1968 et 1972 comportaient certes des éléments importants de changement – notamment l'évolution du Sud – mais sans qu'aucun d'entre eux n'entraîne de réajustement national durable qui permette de les qualifier de réaligement. Le *ticket-splitting* constitue par ailleurs un phénomène tout à fait nouveau qui complexifie considérablement la configuration politique. Le glissement favorable aux républicains semble se limiter à la présidence. La marge de victoire de Jimmy Carter est cependant la plus faible obtenue par un candidat démocrate en six décennies. L'ordre rooseveltien ne fonctionne plus et la présidence Carter apparaît rétrospectivement comme une réaction face au choc du Watergate. En 1976, les démocrates ont su profiter du rejet brutal des administrations Nixon puis Ford. Quatre ans plus tard, la situation est tout à fait différente. Le bilan de Jimmy Carter est jugé faible et le Président indécis. Les mauvais résultats de l'économie et la difficile libération des 55 otages américains détenus en Iran ont fait un tort considérable à Jimmy Carter. L'ancien gouverneur républicain de Californie, Ronald Reagan, en profite et est élu Président en 1980. Lors de ce scrutin, les républicains adoptent à nouveau la stratégie populiste et sudiste qui leur a déjà permis de s'emparer de la Maison Blanche à deux reprises. En rassemblant ainsi les mécontents du bilan de l'administration Carter, Ronald Reagan ouvre une nouvelle période de domination républicaine. Mais là encore, cette domination, réelle, ne signifie pas que le GOP ait obtenu une majorité durable. Les mandats de Ronald Reagan s'inscrivent à leur tour dans une configuration inédite.

La présidence de Ronald Reagan (1981-1989) et ses suites

Encouragés par les progrès du GOP lors des élections de 1978, les républicains multiplient leurs attaques contre les démocrates. Jimmy Carter est également gêné par la candidature d'Edward Kennedy (sénateur du Massachusetts) lors de la désignation (*nomination*) du candidat démocrate. C'est ainsi que Ronald Reagan obtient une avance de 10 points, totalisant 51 % des suffrages contre 41 % à Jimmy Carter (le résultat est encore plus impressionnant au collège électoral avec 489 délégués pour Ronald Reagan, contre 49 pour Jimmy Carter)⁹. Les démocrates perdent non seulement la présidence, mais également 12 sièges au Sénat et le contrôle de la Chambre haute (avec une majorité de 53 contre 47). Ils perdent aussi 34 sièges à la Chambre des représentants (où leur majorité n'est plus que de 243 sièges). Enfin, la progression des républicains est sensible au niveau des Etats où, là aussi, la majorité démocrate est réduite (27 démocrates et 23 républicains).

L'élection de 1976 a été la dernière où les modérés du parti républicain contrôlaient suffisamment l'appareil pour déterminer le choix du candidat sans avoir à faire de compromis avec les conservateurs les plus stricts : l'affrontement entre Ford et son aile droite a constitué le baroud d'honneur des centristes au sein du GOP. Le renouveau des années 1980 a été beaucoup plus idéologique. En quelques années, alors que la crise du Watergate redonnait espoir aux démocrates, la base du mouvement conservateur s'est transformée en profondeur. Dans ces conditions, le retour au pouvoir des républicains avec Ronald Reagan ne s'explique pas uniquement par le rejet de Jimmy Carter. Contrairement aux démocrates quatre ans auparavant, les républicains ont su utiliser leur statut d'opposants pour se construire une identité idéologique forte. Ronald Reagan a pu se présenter comme incarnant la rupture, ce que Jimmy Carter n'avait pas réussi à faire. En 1976, les démocrates s'étaient laissés porter par le mécontentement alors qu'en 1980, les républicains présentent une alternative claire. Comment s'explique cette différence ? Pourquoi et comment les républicains ont-ils réussi là où les démocrates ont échoué ?

De nombreux observateurs ont rendu compte de la vitalité de ce renouveau conservateur au cours des années 1980¹⁰. Il convient ici de n'en retenir que les principaux éléments. La capacité de mobilisation, la richesse du débat intellectuel, et, surtout, l'union entre ses différentes composantes sont les caractéristiques principales de ce rebond conservateur. La droite religieuse, en particulier, se renforce considérablement après la décision de la Cour suprême légalisant le droit à l'avortement au niveau national (*Roe v. Wade*, 1973). Cette « nouvelle droite » (*New Right*) est désormais un élément incontournable de la scène politique nationale. La rhétorique religieuse devient partie intégrante du discours des

⁹ Le candidat indépendant John Anderson (un républicain modéré) a fait beaucoup de torts à Jimmy Carter en recueillant 8 % des suffrages. C'est aussi en 1980 que le sénateur George McGovern perd son siège.

¹⁰ Je renvoie en particulier à T.B. Edsall, M.D. Edsall, *Chain Reaction : The Impact of Race, Rights, and Taxes on American Politics*, New York, W.W. Norton, 1991 ; ainsi qu'à S. Blumenthal, *The Rise of the Counter-Establishment : From Conservative Ideology to Political Power*, New York, Times Book, 1986. Voir également J. Micklethwait, A. Wooldridge, *The Right Nation. Conservative Power in America*, New York, Penguin Press, 2004.

républicains, alors que dix ans auparavant, Barry M. Goldwater était nettement plus éloigné des questions religieuses. Des groupes comme la *Christian Coalition* accroissent les capacités de mobilisation du parti républicain au sein de la société civile tout en déployant des problématiques culturelles fondées sur des questions de valeur (lutte contre la pornographie, l'avortement et le féminisme, défense de la famille). Par ailleurs, les idées libertariennes ont circulé dans les milieux d'affaire et chez les économistes. Elles convainquent un certain nombre d'industriels de financer des fondations de recherche (*think tanks*) représentant un vaste éventail d'options conservatrices, comme la *Heritage Foundation* ou le *Cato Institute*, et permettent ainsi aux conservateurs de donner une plus grande substance à leurs principales prises de position. Certains économistes mettent en avant une nouvelle doctrine de l'offre (*supply-side economics*) reprise par de grands organes de presse (*Wall Street Journal*) et préconisant la baisse des impôts et une politique monétaire restrictive. Combinées, ces deux options doivent mettre un terme à la stagflation en stimulant l'offre, et non plus la demande, comme le veut la doctrine keynésienne. Enfin, le mouvement néoconservateur qui s'était esquissé dans les années 1960, atteint une visibilité réelle sur la scène politique nationale. Ces intellectuels, anciennement classés à gauche, donnent une nouvelle dimension à la pensée de droite. Leur dénonciation de la « *new class* » et leur message de réforme de l'Etat providence s'intègrent parfaitement avec l'orientation générale du conservatisme, populiste et critique, des réformes sociales des années 1960. Enfin, les méthodes de campagne du parti se modifient également, sous l'influence de consultants comme Richard Viguerie, promoteur du publipostage (*direct mail*) dans les campagnes électorales. Ainsi, dans la seconde moitié des années 1970, les activistes conservateurs s'emparent définitivement du parti. Face à ce renouveau de la droite, les démocrates, eux, semblent affaiblis. La victoire de Jimmy Carter masque cet état de fait jusqu'au début des années 1980. Si les républicains ont réussi à s'imposer une discipline partisane en désignant clairement leurs cibles, les démocrates voient leurs divisions s'accroître. Les conservateurs du Sud se sont déjà éloignés de façon définitive du parti. Dans les années 1980, une nouvelle fracture se fait jour. Les milieux ouvriers et les milieux intellectuels semblent répondre à deux logiques différentes : dans le premier cas, le libéralisme classique (celui du New Deal organisé autour de l'influence des syndicats) et, dans le second, le libéralisme culturel (mobilisé par le combat pour les droits civiques, le féminisme, l'environnement et la contre-culture)¹¹. Ces différentes composantes ont graduellement perdu de vue la nécessité de la discipline partisane. Et ce n'est pas tout : la cohérence même du projet intellectuel démocrate semble de plus en plus problématique.

C'est dans ce contexte que les républicains achèvent la construction de leur message politique. Si l'orientation générale populiste et sudiste a été conservée, les propositions se sont faites plus concrètes. Contrairement à Richard Nixon, Ronald Reagan se lance sur la voie d'une véritable remise en cause de l'héritage social de la « Grande Société » de Lyndon Johnson. Là où Richard Nixon s'était borné à rationaliser la gestion, voire à développer les programmes de son prédécesseur, Ronald Reagan tente de formuler une alternative. Sa critique véhémement contre le tout-Etat (*big government*), c'est-à-dire sa dénonciation des méfaits de l'activisme de l'Etat central, permet de baisser les impôts fédéraux et de remettre en cause les dépenses occasionnées par les programmes sociaux

¹¹ Le terme « libéralisme » est ici à prendre dans son sens américain de centre-gauche.

(*welfare*). Pour les conservateurs, l'aide sociale ne fait qu'aggraver la situation des plus pauvres en créant une culture de la dépendance profondément nocive. Le message anti-impôt, qui était dans la lignée de la Proposition 13 en Californie (1978), est alors particulièrement populaire. De même, comme Richard Nixon, Ronald Reagan dépeint les démocrates comme un parti à la gestion inefficace qui distribue les subventions aux fraudeurs de l'aide sociale... Le rebond conservateur est tel que le début de la décennie est marqué par un débat sur la domination à venir des républicains. Ces derniers mettent en avant le « mandat populaire » qui vient de leur être confié. Comme l'explique l'un de ses conseillers, Peggy Noonan, Ronald Reagan a su trouver un discours optimiste et positif repris par l'opinion publique et qu'il a érigé en véritable article de foi.

Cependant, les débuts de l'administration Reagan sont difficiles. Lors des élections de mi-mandat en novembre 1982, les républicains sont sanctionnés à cause de la mauvaise santé de l'économie et de la décision présidentielle d'augmenter les impôts en 1982. En outre, le chômage atteint les 10 % quelques semaines avant le scrutin. A la Chambre des représentants, les républicains perdent 26 sièges, concédant une nouvelle fois la Chambre basse aux démocrates, et 6 au Sénat, affaiblissant dangereusement leur majorité à la Chambre haute. Mais le rétablissement progressif de l'économie dans les deux années qui suivent fait remonter la popularité du président Reagan. Son slogan de campagne en 1984 – « *It's Morning Again in America* » – marque le réveil du patriotisme qui, combiné à l'amélioration de la situation économique, lui permet de l'emporter dans 49 Etats. Ronald Reagan affaiblit encore un peu plus le camp démocrate en remportant le soutien des classes ouvrières dans les régions industrielles. Déjà sensible en 1980, le phénomène des « *Reagan Democrats* » se confirme largement quatre ans plus tard : après les Blancs du Sud, il s'agit là du second groupe faisant défection à la coalition démocrate au bénéfice des républicains¹². Ainsi, Ronald Reagan bat l'ex-vice-président de Jimmy Carter, Walter Mondale, par 59 % des suffrages contre 41 % (regroupant le chiffre record de 525 membres du collège électoral). A partir de là, les démocrates se retrouvent définitivement prisonniers de l'image d'eux-mêmes construite par leurs adversaires : en août 1984, Jeane Kirkpatrick, qui fut pourtant elle-même démocrate, prononce un discours violent contre son ancien parti, qui vaut aux démocrates d'être désignés comme le parti du dénigrement des intérêts américains (*Blame America First*) ou un ensemble de privilégiés (*San Francisco Democrats*) pendant toute la campagne¹³. Les résultats sont plus modestes au niveau des Etats et du Congrès. Au Sénat, les républicains perdent deux sièges et voient leur

¹² L'étude de référence sur ce point est celle d'un consultant démocrate, Stanley Greenberg, dans *Macomb County* (1985). Dans ce travail de sociologie électorale, S. Greenberg étudie les votes d'ouvriers blancs (syndiqués) de l'industrie automobile dans le comté de Macomb au nord de Détroit (Michigan). En 1960, le comté votait à 63 % pour J.F. Kennedy, mais à 66 % pour Reagan en 1984. Selon S. Greenberg, l'explication réside dans un sentiment d'aliénation de ces électeurs par rapport au parti démocrate. Ce dernier soutiendrait moins leurs aspirations traditionnelles de promotion sociale et se consacrerait trop à la promotion de minorités raciales et sociales ainsi qu'aux questions de libéralisme culturel. Les « *Reagan Democrats* » étaient également sensibles au patriotisme martial de l'administration Reagan.

¹³ C'est en réaction à ces attaques que se forme dès 1985 le *Democratic Leadership Council* (DLC), destiné à doter le parti d'une nouvelle identité idéologique. C'est en son sein que les « nouveaux démocrates », sous l'impulsion de Bill Clinton, deviendront une composante clé du parti.

majorité réduite (53 contre 47) ; à la Chambre des représentants, ils n'obtiennent que 14 sièges supplémentaires, un chiffre modeste par rapport à la vague présidentielle, et qui, par ailleurs, ne remet pas en cause la majorité démocrate (253 contre 182). Les républicains ne remportent qu'un seul nouvel Etat. En d'autres termes, le décalage est avéré entre la majorité présidentielle et les républicains au Congrès. Ces derniers ne sont solidement installés que dans le Sud où se poursuit l'évolution entamée à partir de la fin des années 1960. La présidence de Ronald Reagan renforce en effet la domination du parti dans les anciens Etats confédérés : en 1984, seuls 25 % des Blancs du Sud votent pour Mondale. Dès 1981, la nouvelle administration a d'ailleurs obtenu le soutien d'un nombre croissant d'élus sudistes anciennement démocrates. Ronald Reagan a aussi été le premier à reconnaître et à utiliser les ressources de la droite religieuse. Une part essentielle de sa communication politique s'est articulée autour des principales idées des groupes fondamentalistes (sur la prière, l'avortement, etc.). Néanmoins, aucune de leurs propositions n'a jamais abouti. Ronald Reagan a donc très largement utilisé les ressources de ces groupes en termes de mobilisation, sans satisfaire pour autant leurs attentes.

A l'approche des élections de mi-mandat de 1986, l'élan de la présidentielle est retombé. Le parti républicain présente aux élections sénatoriales, contrairement à son habitude, un grand nombre de candidats très peu expérimentés qui ont été élus lors de la victoire de Ronald Reagan en 1980 mais ne l'auraient jamais été dans des circonstances normales, c'est-à-dire en l'absence d'un candidat populaire à la présidence. Le jour du vote, les républicains reculent de 8 sièges au Sénat, ce qui entraîne la perte de leur majorité à la Chambre haute (majorité démocrate de 55 contre 45)¹⁴. Pour aggraver encore la situation, quelques jours après cet échec électoral éclate le scandale dit de l'Irangate, dans lequel l'administration Reagan est accusée d'avoir illégalement utilisé le produit de ventes d'armes à l'Iran pour soutenir les Contras du Nicaragua. L'affaire entame encore un peu plus son crédit. Le contrôle du Sénat par les démocrates empêche également le Président d'imposer le juge Robert Bork à la Cour suprême en 1987. A la fin de son second mandat, Ronald Reagan reste certes extrêmement populaire – 68 % d'opinions favorables en janvier 1989, soit le niveau le plus élevé pour un président depuis Franklin D. Roosevelt – mais le Sénat bloque l'essentiel de ses propositions. En dépit de cet affaiblissement, la configuration politico-institutionnelle est porteuse de signes favorables aux républicains, notamment au niveau des nominations judiciaires : Ronald Reagan désigne avec succès 400 juges fédéraux, soit la moitié du nombre total en 1988 ; par ailleurs, il réussit à faire accepter trois juges à la Cour suprême – Sandra Day O'Connor (1981), Antonin Scalia (1986) et Anthony Kennedy (1988) – et choisit William Rehnquist comme président de la Cour (1986). On peut faire le même constat à partir du renforcement républicain au niveau des Etats, en particulier dans le Sud. Cette évolution illustre les importantes transformations à l'œuvre, notamment l'enracinement constant du GOP dans les anciens Etats confédérés que l'on constate en observant les résultats électoraux des Assemblées d'Etat – qui constituent un indicateur tout à fait stable des évolutions de l'électorat. Au cours des années 1980, les majorités démocrates s'érodent à tous les niveaux, sauf à la Chambre, alors

¹⁴ A la Chambre, les républicains perdent 5 sièges, accroissant la majorité démocrate à 258. A noter que la situation est meilleure au niveau des Etats : les républicains ont gagné 8 gouverneurs de plus, en particulier dans le Sud.

que jusque là le soutien aux républicains se limitait aux élections présidentielles. Finalement, la stratégie populiste fondée sur la dénonciation des excès de l'Etat fédéral et sur la défense des valeurs traditionnelles prouve une fois encore son efficacité pour atteindre le pouvoir. Ses limites sont cependant bien visibles. Les républicains sont dans l'incapacité de former une coalition durable sur le modèle de ce que Franklin D. Roosevelt avait fait avec son propre parti. A la différence des démocrates entre 1932 et les années 1960, en effet, les républicains sont pris au piège de leur stratégie populiste d'« outsiders ». Utile pour gagner les élections, celle-ci est insuffisante pour conserver une position dominante sur le long terme.

C'est ce qu'illustre très largement la présidence de George H.W. Bush (1989-1993). Certes, les républicains restent à la Maison Blanche quatre années supplémentaires. Après avoir battu le candidat de la droite religieuse, Pat Robertson au cours des primaires, George H.W. Bush l'emporte avec 53 % des voix, contre 47 % au gouverneur du Massachusetts, Michael Dukakis. Bush Sr. obtient la majorité populaire dans 40 Etats, recueillant un nombre de voix particulièrement élevé parmi les hommes blancs et dans les Etats du Sud. Néanmoins, les républicains enregistrent un recul à la Chambre des représentants (les démocrates obtiennent deux sièges supplémentaires et une majorité de 260). Au Sénat, les démocrates conservent leur majorité de 55 sièges. Au niveau des Etats, ils obtiennent un gouverneur supplémentaire. Les républicains échouent à reprendre le contrôle du Congrès. L'explication de ce succès relatif semble résider dans une réussite tactique plus que dans une véritable adhésion populaire. Lee Atwater, redoutable consultant politique républicain, a réussi à imposer l'image d'un candidat démocrate très à gauche, représentant jusqu'à la caricature la « gauche caviar » de la côte Est. Par ailleurs, la faiblesse du candidat Michael S. Dukakis peut également expliquer le succès du parti adverse. En d'autres termes, cette élection ne change rien aux grands équilibres nationaux. La majorité républicaine reste limitée à la présidence, obtenue grâce à l'appui décisif du Sud. Elle montre que les républicains possèdent essentiellement une recette pour gagner les élections mais que celle-ci est plus ou moins efficace selon les capacités de leader du candidat présidentiel. Dans le cas de Bush Sr., contrairement à Ronald Reagan, le résultat est tout juste passable. Son investiture représente le dernier sursaut des républicains modérés. Mal à l'aise avec les discours populistes de son prédécesseur, Bush Sr. cherche à mener une politique de compromis, raison pour laquelle il ne sera jamais véritablement accepté par les plus engagés des conservateurs. Son action révèle la fragilité de la domination républicaine. L'élan conservateur repose sur une dénonciation maximaliste des réalisations démocrates au cours des années 1960, en particulier de l'interventionnisme de l'Etat fédéral. Ce positionnement est habillé d'une volonté de défense des valeurs traditionnelles. Dans cette logique de dénonciation et de moralisme, il est impératif d'aller toujours plus loin afin de nourrir la mobilisation des militants. Pour reprendre les termes de Max Weber, c'est une rationalité en valeur qui fournit son énergie à la vague conservatrice. Celle-ci reste néanmoins incapable d'aboutir à un ancrage durable. Toute tentative de modération – à l'instar de celle de Bush Sr. – va à contre-courant et risque fort d'être emportée. La majorité conservatrice qui s'emparera du Congrès en 1994 s'inscrit au contraire tout à fait dans la logique ascendante du parti républicain.

Le Congrès républicain de 1994 : la fin d'un cycle ?

Au début des années 1990, la surprise vient de la gauche. Le candidat démocrate, Bill Clinton, ancien gouverneur de l'Arkansas, a réussi un parcours sans faute en se présentant comme « nouveau démocrate » centriste au cours de la campagne de 1992. A la suite de la réflexion menée au sein du *Democratic Leadership Council*, il parvient à reconquérir les classes moyennes des banlieues qui avaient déserté les rangs démocrates dans les années 1980 en mettant l'accent sur les questions économiques. Il bat aisément Bush Sr. qui ne peut surmonter les attaques venant de son propre camp – précisément de la droite du parti – et la candidature du milliardaire texan, Ross Perot, qui, sur un programme de réformes budgétaires teintées de populisme, obtient le résultat impressionnant de 19 % des voix, prises essentiellement aux républicains. Mais une fois Bill Clinton élu, sous la pression de la base du parti qui accuse le Président d'avoir renié les principes démocrates pour accéder au pouvoir, la nouvelle administration gouverne à gauche durant les deux premières années. Des thèmes chers au libéralisme culturel, comme celui du statut des homosexuels dans l'armée, occupent une grande part des débats. La tentative de mise en place d'un programme national d'assurance maladie (*health-care*) réveille les craintes d'un interventionnisme fédéral trop poussé. Ces coups de barre répétés à gauche font chuter le nombre d'opinions positives à l'égard de l'action présidentielle à 39 % dans les sondages Gallup. Parallèlement, le représentant républicain de Géorgie, Newt Gingrich, entraîne son parti dans une vibrante campagne sur le thème du changement. Il s'appuie sur la mobilisation idéologique des républicains du Congrès depuis les années 1980. En 1989 déjà, Newt Gingrich avait utilisé le refus du Sénat d'accepter John Tower comme secrétaire à la Défense pour lancer une campagne des plus douteuses contre le *Speaker* de la Chambre basse, Jim Wright, un démocrate du Texas. Avec l'aide de Lee Atwater, président du *Republican National Committee*, le *Speaker* démocrate avait dû démissionner. Cette campagne avait eu un fort écho venant après une succession de scandales au Congrès. Quelques années plus tard, la majorité démocrate du Congrès semble avoir perdu le contact avec les électeurs. Majoritaires depuis près de quarante ans, les démocrates présentent une image arrogante, ne semblant guère se préoccuper de la colère grandissante de l'opinion publique à l'égard du Congrès et du parti qui le contrôle depuis si longtemps. La tactique populiste des républicains peut alors se déployer. Les candidats républicains à la Chambre des représentants concluent un « Contrat avec l'Amérique » rédigé par Newt Gingrich, détaillant un ensemble de réformes à engager au sein du Congrès ainsi que les mesures politiques qu'ils se proposent d'adopter. Les républicains laissent entendre que ce contrat avec l'Amérique est un accord liant le parti à ses électeurs. Il s'agit d'un contrat de type parlementaire : une fois au pouvoir, les républicains assurent qu'ils s'acquitteront de leurs engagements. Le document fait l'objet d'une forte médiatisation. Ces propositions séduisent un pays convaincu de la gabegie et de la corruption régnant à Washington DC. En étant très précis sur les actions à engager, les républicains donnent à leur discours une authenticité de bon augure à un moment où l'opinion publique témoigne d'un fort scepticisme face aux déclarations des politiques.

Trente ans après l'invention du concept, la « majorité silencieuse » s'exprime massivement en faveur des républicains lors des élections de mi-mandat en novembre 1994. La déferlante républicaine offre au GOP le contrôle du Sénat (majorité de 53 contre 47), avec un gain net

de 8 sièges (sans compter l'obtention d'un neuvième, après le revirement d'un élu démocrate, Richard Shelby d'Alabama, passé au GOP au lendemain du scrutin ; puis d'un dixième, quelques mois plus tard, en la personne de Ben Nighthorse Campbell du Colorado). Avec 52 sièges républicains supplémentaires (majorité républicaine de 230 contre 204), le contrôle de la Chambre des représentants est encore plus spectaculaire. Pour les démocrates, il s'agit de la plus importante perte de voix à la Chambre basse en quarante-six ans (et vingt-trois élections). Au niveau des Etats, les républicains obtiennent 11 gouverneurs supplémentaires (et une majorité de 30 contre 19). Chose encore plus remarquable, aucun titulaire (*incumbent*) républicain ne perd son poste ! Pour la première fois depuis la Reconstruction du XIX^e siècle, les républicains contrôlent les deux Chambres du Congrès ainsi qu'une majorité des gouverneurs et des Assemblées des Etats. Les démocrates paraissent s'enfoncer dans la crise, et ce d'autant plus que l'élection de mi-mandat de 1994 signe la fin de toute domination démocrate dans le Sud. L'ancienne confédération est, depuis lors, une région largement aux mains des républicains, à tel point que les analystes de l'époque voient dans l'élection de 1994 le fameux scrutin de réaligement tant espéré¹⁵. En 1954, 8 % des membres sudistes de la Chambre étaient des républicains ; ils étaient 53 % en 1994. Pour la première fois depuis la Reconstruction, la majorité des représentants et sénateurs des Etats du Sud sont des républicains. Autrement dit, les élections de mi-mandat en 1994 représentent une percée majeure des républicains à tous les niveaux de responsabilité. Par ailleurs, l'identification partisane des électeurs leur est de plus en plus favorable : de 1978 à 1994, la proportion des électeurs qui s'identifie aux démocrates est passée de 54 % à 48 %, tandis que pour les républicains, ce pourcentage est passé, sur la même période, de 32 % à 41 %.

La réaction présidentielle est à la hauteur de l'enjeu. Bill Clinton comprend le rejet massif de sa personne et de son parti. Au grand déplaisir des républicains, qui lui reprochent de leur avoir « volé » leurs sujets de prédilection, le Président utilise les thèmes conservateurs (budget, aide sociale) pour se positionner au centre – ce centre où il s'était déjà situé lorsqu'il avait vaincu Bush Sr. deux ans plus tôt. Cette stratégie suggérée par son conseiller Dick Morris et baptisée « triangulation », commande à Bill Clinton de se placer à égale distance à la fois des républicains du Congrès, sur sa droite, et des démocrates du Congrès, sur sa gauche. L'élection présidentielle de 1996 témoigne du relatif succès de ce positionnement. Après un ultime baroud de Pat Buchanan, les républicains désignent Bob Dole (qui choisit Jack Kemp comme vice-président). Bill Clinton réussit à battre le candidat républicain avec 49 % des voix (contre 41 %) et 379 membres du collège électoral, contre 159 pour Bob Dole. Ross Perot, à nouveau candidat, obtient 9 % des voix. Bill Clinton l'emporte parmi les femmes, dans tous les groupes d'âge, chez les indépendants et dans toutes les régions, sauf le Sud, où les deux candidats sont à égalité. A la Chambre, les républicains perdent trois sièges (mais conservent bien sûr leur majorité de 227 contre 207) ; au Sénat, ils obtiennent deux élus supplémentaires (majorité de 55 contre 45). Les deux partis se retrouvent donc dans une situation d'équilibre et de blocage.

¹⁵ Voir sur ce point E. Black, M. Black, *The Rise of Southern Republicans*, *op. cit.*, en particulier le chapitre 11 « The Republican Surge », pp. 328-368.

Face au relatif succès de la tentative de récupération présidentielle, le discours politique de Newt Gingrich et de sa majorité devient de plus en plus violent. La haine contre Bill Clinton atteint des sommets : ce dernier incarne la culture des années 1960, honnie par les républicains. A leurs yeux, Bill Clinton est quasi illégitime, un usurpateur de la présidence... Forts de leur mandat populaire, les républicains du Congrès – surtout ceux de la Chambre des représentants, les sénateurs étant plus modérés – refusent de croire à un simple vote sanction des démocrates après les scandales et au gauchissement de l'équipe présidentielle ; ils sont convaincus de l'adhésion populaire à leur orientation idéologique. La dénonciation de l'activisme de l'administration Clinton s'est exprimée par un rejet de l'Etat fédéral (*big government*). Cependant, si l'opinion publique est dans son ensemble favorable à une limitation du champ d'action de l'Etat fédéral, elle est plus partagée lorsque le discours politique dénonce certains programmes spécifiques et les personnes ou les groupes qui en bénéficient. L'idée de supprimer le département de l'Education est ainsi jugée excessive. De même, la confrontation sur le budget, qui a conduit à la fermeture de l'Etat fédéral (*government shutdown*) à deux reprises, en décembre 1995 et janvier 1996, a été mal perçue. La dureté du message républicain a façonné l'image d'un parti à forte idéologie. Cette perception s'accroît à partir de l'hiver 1998. Lors du scandale Monica Lewinski, les représentants républicains déposent une procédure de destitution afin d'engranger des voix pour l'élection de novembre 1998. Leur tentative est ressentie par les démocrates comme un détournement du système judiciaire et une manipulation pour revenir sur le résultat de l'élection de 1996 ! Certains médias – comme *Fox News* de Rupert Murdoch – contribuent à renforcer cette situation. En fait, en cherchant à destituer Bill Clinton, les républicains du Congrès vont aller trop loin. Leur attitude est vécue comme un acharnement contre une personne, alors que les fondamentaux de l'économie américaine sont sains. Les élections de mi-mandat en 1998 sont un référendum sur la destitution du Président. La grande victoire qu'espéraient les républicains se solde en définitive par la perte de 6 sièges à la Chambre des représentants (majorité de 221 contre 213), même s'ils maintiennent leur majorité au Sénat (55 contre 45). Le revers pour les républicains du Congrès est cinglant : Newt Gingrich démissionne en 1999. Une fois de plus, ils ont laissé passer l'occasion d'installer leur domination politique.

La confrontation entre un Congrès républicain fortement idéologisé et la présidence Clinton jusqu'en 2000 illustre les limites du retour des conservateurs. Plus précisément, nous pouvons dégager deux conclusions des événements des années 1990. Le risque permanent qui pèse sur les républicains est d'aller trop loin en refusant tout compromis avec les modérés, au risque de s'aliéner le soutien de l'opinion publique. Les analystes américains désignent cet excès sous le nom de menace d'« *outreach* ». L'idéologisation est en effet un phénomène largement confiné aux élites politiques qui n'affecte que peu l'opinion publique¹⁶. Ce décalage est extrêmement important pour rendre compte de la principale limite à la montée du conservatisme. Les fortes rivalités partisans (*partisanship*) existant à la Chambre des représentants reflètent très largement les préoccupations des membres du corps législatif qui cherchent à mobiliser leurs militants mais ne traduisent pas les mouvements de l'opinion publique. Par ailleurs, l'implantation grandissante du GOP

¹⁶ On lira sur ce point M.P. Fiorina, S.J. Abrams, J.C. Pope, *Culture Wars? The Myth of a Polarized America*, New York, Pearson Longman, 2005.

dans le Sud n'interdit pas le basculement de cette région dans le camp démocrate : en 1992, Bill Clinton l'a emporté en Louisiane, dans l'Arkansas, et en Géorgie, tandis qu'en 1996, la Géorgie est remplacée par la Floride et s'ajoute toujours à la Louisiane et à l'Arkansas. Le Sud est donc une région où la domination républicaine peut être remise en cause par un candidat démocrate sudiste et suffisamment habile. En fin de compte, les anciens Etats confédérés semblent surtout rejoindre le reste de la nation en pratiquant à leur tour une forme d'alternance.

Les fragilités du populisme républicain

La question raciale et l'émancipation des Noirs avec le mouvement des droits civiques est à l'origine de la remontée électorale et politique des Républicains depuis 1964. L'impact de ce mouvement historique est tel qu'il a entièrement recomposé la scène électorale. Comme l'explique Godfrey Hodgson, le mouvement des droits civiques est aussi important pour comprendre la vie politique actuelle que l'a été la guerre de Sécession pour comprendre celle des quarante années suivantes¹⁷. La reprise des idées du mouvement des droits civiques par la majorité des démocrates éloigne les conservateurs sudistes du parti jusqu'à les faire basculer dans le camp adverse. A l'inverse, les républicains ont profité de cette vague de ressentiment raciste pour acquérir une dynamique conquérante. Par la suite, la question raciale a été mêlée à d'autres thèmes, comme la criminalité ou l'aide sociale. Les conservateurs ont su utiliser cette nouvelle configuration pour stigmatiser la « permissivité » des libéraux vis-à-vis des criminels et de certaines catégories sociales. En même temps, le lien avec la dénonciation de la contre-culture s'est fait assez naturellement parmi les républicains. En d'autres termes, la race a été le point de départ de l'affrontement « culturel » des deux grands partis autour des valeurs fondatrices de la nation américaine.

Historiquement, le rebond républicain s'est donc nourri d'un ressentiment contre les progrès sociaux et raciaux des années 1960. C'est une coalition des mécontents qui s'est agrégée autour de l'appareil partisan du GOP, redéfinissant ainsi totalement son identité. Cette union demeure néanmoins extrêmement hétéroclite et les tensions, par exemple entre les néoconservateurs et la droite religieuse, sont réelles. Le mouvement survit politiquement grâce à des personnalités capables de réaliser une synthèse ou, plus fréquemment grâce à la désignation de boucs émissaires qui varient selon les périodes – le communisme, l'Etat fédéral, les minorités raciales, les élites politiques et culturelles, autant de figures de l'Ennemi qui sont quasiment interchangeables dans la communication politique des républicains. La notion de populisme est donc au cœur de la tactique du parti. Elle constitue son mode de persuasion privilégié depuis quarante ans, fournissant discours et cibles, en bref un moyen de mobiliser les électeurs.

C'est ainsi que les républicains ont pu devenir un parti dominant. Leur contrôle des trois institutions nationales et leur implantation dans le Sud constituent les traits les plus visibles

¹⁷ Voir G. Hodgson, « La nouvelle Amérique conservatrice : entretien avec Godfrey Hodgson », *Le Débat*, n° 133, janvier-février 2005, pp. 12-26. La citation est pp. 17-18.

de cet état de fait. Mais leur domination a mis quarante ans pour s'imposer. Dans ces conditions, la capacité explicative du modèle électoral du réalignement est nulle. Le schéma traditionnel est d'autant moins pertinent que la domination républicaine n'a rien de structurel. L'électorat ne fonctionne plus par « blocs » (géographiques, ethniques ou sociaux) dont les affiliations partisans seraient stables. Les républicains en ont fait l'expérience à plusieurs reprises lorsque leurs victoires ont mené à des excès (Watergate, 104^e Congrès), ou bien lorsque le leadership du parti s'est affaibli (Bush Sr.). A chaque fois, les démocrates ont pu rebondir en réussissant à percer sur les terres électorales du parti républicain. Dans ce contexte d'incertitude électorale, le GOP a tendance à jouer la carte de la surenchère idéologique au risque de s'aliéner le soutien de l'opinion publique. Sous la direction de Bill Clinton, les démocrates ont d'abord tenté de répondre par la tactique de la triangulation qui les a conduits à modérer leur programme. Mais à partir de l'élection de 2000, la radicalisation est repartie de plus belle, affectant cette fois les deux partis. Depuis lors, la bipolarisation, l'affrontement des extrêmes, semblent être la caractéristique principale de la scène politique américaine. Cette situation traduit en fait les limites de la position dominante des républicains. Les deux mandats de Bush Jr., malgré les efforts présidentiels pour affaiblir les démocrates, n'ont pas fondamentalement changé la donne. Les gains pour les républicains dans les années 2000 sont très limités et, dans tous les cas, ne permettent pas d'évoquer un réalignement.

LES PERSPECTIVES ÉLECTORALES DES ANNÉES 2000

La bipolarisation est la réalité première de la scène politique américaine. Les spécialistes débattent encore sur la profondeur de cette bipolarisation mais il reste incontestable qu'un degré certain de polarisation idéologique caractérise les Etats-Unis¹⁸. Ce phénomène, déjà sensible dans les années 1980, s'est puissamment renforcé au début des années 1990, lorsque les républicains ont remporté les élections du Congrès sur un programme fortement idéologique. Certes, le parti démocrate s'est alors largement recentré sous l'influence de Bill Clinton et a cherché à se rapprocher des modérés, une orientation qu'il poursuit toujours aujourd'hui. Ainsi, lors de l'élection de 2004, les démocrates ont-ils repris à leur compte les thèmes de la sécurité ou de la baisse des impôts fédéraux, ce qui semble à première vue contredire la théorie de la bipolarisation.

Mais celle-ci est un phénomène militant. C'est la base du parti démocrate qui est fortement engagée à gauche alors qu'à l'inverse, les « nouveaux démocrates » sont les représentants des plus hautes sphères du parti. Par ailleurs, le mouvement vers plus de

¹⁸ A titre d'exemple, on peut se reporter à une note d'actualité (*policy brief*) n° 139 : P.S. Novela, « *Thinking About Political Polarization* », 2005. Disponible sur le site Internet de la *Brookings Institution* : www.brookings.edu. Je renvoie aussi à un récent rapport de W.A. Galton, E.C. Kamarck, *The Politics of Polarization*, Third Way Report, octobre 2005.

modération se fait à sens unique et n'a pas vraiment d'équivalent chez les républicains. Au contraire, les modérés ont du mal à s'imposer au sein de l'appareil du GOP. L'ancrage géographique de la formation dans le Sud et l'Ouest est si profond que l'identité partisane se doit d'être orthodoxe. Il y a relativement peu de place pour les modérés et les compromis sont souvent assimilés à des compromissions. Cette atmosphère de rivalité permanente suscite un mécontentement et une méfiance qui imprègnent l'ensemble de la scène publique, comme le soulignait le journaliste politique E.J. Dionne en 1991 dans son livre, *Why Americans Hate Politics*. Le poids de la religion a tendance à exclure toute forme de débat et les médias aiment construire une vision exclusive des problèmes sociaux et culturels. Dans ces conditions, les élites partisans tendent à présenter aux électeurs des choix relativement clairs et tranchés. Comme le souhaitait Barry M. Goldwater lors de l'élection de 1964, les électeurs se voient offrir un choix véritable, et non pas un simple écho (« *a choice, not an echo* »), c'est-à-dire une alternative et non pas une simple alternance. C'est la raison pour laquelle les partis politiques ont subi une puissante réorganisation depuis plusieurs années. Ils se sont certainement « européanisés » dans le sens où leurs structures sont plus centralisées, unifiées et disciplinées. La multiplication des primaires favorise également la radicalisation des positions en laissant le choix des candidats aux électeurs de la base, plus idéologisés.

La stratégie électorale des quinze dernières années a toujours reposé sur les mêmes exigences, pour les démocrates comme pour les républicains. Les candidats ont d'abord cherché à mobiliser leurs militants et sympathisants en prenant des engagements orthodoxes. Le débat s'est souvent organisé autour de questions extrêmement mobilisatrices, désignées comme culturelles, sociales ou symboliques. En 2004, la question du mariage homosexuel en a été un très bon exemple. Mais on peut trouver des exemples semblables pour toutes les élections des années 1990. Chaque parti est en mesure de construire sur ces bases un soutien d'une force à peu près équivalente, de l'ordre de 35 % des voix. Les observateurs ont alors fait du positionnement sur ces questions une variable déterminante du comportement électoral. Depuis les années 1960, une importance croissante a été accordée à ces thèmes culturels (avortement, armes à feu, environnement, mariage, droits des homosexuels). Certes, les questions socio-économiques (niveau d'imposition, intervention de l'Etat fédéral) constituent toujours un important déterminant du vote : les hauts revenus votent républicain et les bas revenus plutôt démocrate. Néanmoins, les quinze dernières années ont montré qu'une proportion significative des électeurs disposant de hauts revenus, certes modérés/conservateurs sur les questions économiques, pouvaient être modérés/libéraux sur les questions sociales. A l'inverse, un nombre important d'électeurs disposant de faibles revenus vivant dans des villes rurales ou des quartiers ouvriers votent pour les républicains à cause de leurs positions sur la religion et les valeurs. Pour ne prendre que quelques exemples, c'est cette variable qui explique que Bush ait pu s'imposer en 2000 et 2004 en Virginie occidentale, alors que les facteurs purement socio-économiques auraient dû faire pencher l'Etat vers les démocrates. A l'inverse, des banlieues normalement républicaines (selon le niveau de revenus perçu par les résidents) – comme les comtés de Montgomery, Bucks, et Delaware, en banlieue de Philadelphie – ont voté démocrate en 2000 puis à nouveau en 2004. Lors de cette dernière présidentielle, un sondage sortie des urnes réalisé au niveau national a indiqué que les « valeurs morales » avaient constitué la principale motivation de vote de 22 % des électeurs. Cette mobilisation

sur les valeurs a fonctionné à l'avantage des républicains. Ainsi, en 2004, même si l'expression « valeurs morales » est suffisamment ambiguë pour être critiquée, il n'en demeure pas moins que 80 % des électeurs citant celle-ci comme leur première motivation de vote se sont prononcés en faveur de George W. Bush, alors que seulement 18 % ont voté pour John Kerry¹⁹. C'est avec une tactique similaire qu'entre 1968 et 1988, les républicains ont remporté quatre des cinq scrutins présidentiels (leur seul échec étant 1976). Mais la mobilisation idéologique ne suffit pas pour s'imposer. Dans un contexte de mobilisation des soutiens sur des questions dites culturelles, il est ensuite nécessaire de convaincre les modérés et les indépendants pour obtenir une majorité. En d'autres termes, les banlieues constituent l'électorat le plus important à capter pour emporter les élections présidentielles. Là aussi, les républicains ont longtemps été les plus habiles. La progression républicaine dans le vote des classes moyennes de banlieues, qui représente un peu plus du tiers de l'ensemble des suffrages, a été quasiment constante jusqu'aux années 1990 où Bill Clinton et les nouveaux démocrates se sont à leur tour imposés dans cet électorat. Depuis 1992, c'est là tout l'enjeu des présidentielles. Cette année-là, Bill Clinton a remporté le vote des banlieues de deux points, avec 41 % des voix contre 39 % à Bush. En 1996, il a récidivé, gagnant de 5 points cette fois, avec 47 % des suffrages contre 42 % à Bob Dole. La situation s'inverse en faveur des républicains en 2000. George W. Bush l'emporte de deux points dans les banlieues, avec 49 % des voix contre 47 % à son adversaire. Ce schéma de mobilisation puis de séduction des banlieues s'est répété sans discontinuer pendant toutes les années 1990. Il convient maintenant de voir si les choses ont changé sous la présidence Bush Jr., et notamment en 2004.

La présidence de Bush Jr.

L'élection présidentielle de 2000 relance la bipolarisation. Le jour de l'élection, Al Gore remporte le vote populaire national de justesse – avec 48,4 % des voix. Mais George W. Bush s'impose en Floride avec un écart de 537 voix sur un total de 6 millions ! Au total, il l'emporte au collège électoral avec 271 délégués contre 266. Ce résultat est avalisé par la Cour suprême – *Bush v. Gore* – qui ordonne d'arrêter le recompte des voix en Floride. C'est la quatrième fois dans l'histoire du pays qu'un président est élu en étant minoritaire en voix²⁰. Le seul précédent d'une telle controverse remontait à l'élection de 1876. Les résultats de l'élection de 2000 laissent une nation divisée à parts égales en deux camps fortement opposés. Le Sénat compte 50 républicains et 50 démocrates, bien

¹⁹ Ces données sont tirées de C.E. Cook Jr., « L'avenir est-il républicain ? », pp. 56-80, in G. Parmentier (dir.), *Les Etats-Unis aujourd'hui. Choc et changement*, Paris, Odile Jacob, 2004.

²⁰ Pat Buchanan obtient 1 % des voix et Ralph Nader, le candidat des écologistes, 3 %, dont 97 000 en Floride, enlevant ainsi la présidence à Gore... A noter aussi que les responsables religieux n'ont pas gêné la candidature du gouverneur du Texas. Pat Robertson et Jerry Falwell sont restés relativement discrets. Quant à Pat Buchanan, il a quitté le GOP afin de prendre le contrôle des restes du Parti de la Réforme fondé par Ross Perot.

que les républicains obtiennent le contrôle de cette assemblée en raison du pouvoir de décision qu'y détient le vice-président. La Chambre des représentants comprend 229 républicains pour 216 démocrates (soit une proportion de 51,3 % contre 49,7 %). A peine un an après l'acquiescement de Bill Clinton par le Sénat, les démocrates voient dans l'intervention d'une Cour suprême conservatrice une preuve supplémentaire de la volonté républicaine de détourner les institutions judiciaires au profit de leurs objectifs politiques. La presse abonde en dénonciations véhémentes par des observateurs connus de la scène politique²¹. La décision de la Cour suprême, institution façonnée depuis trente ans par les républicains, a un parfum de collusion dans certains cercles démocrates. Le fait que le propre frère du Président, Jeb Bush, soit gouverneur de Floride aggrave encore les choses. Depuis lors, la haine des conservateurs à l'égard du couple Clinton n'a eu d'égale que celle des libéraux à l'égard de George W. Bush. Contrairement à ce que laissait entendre son thème de campagne – le « conservatisme à visage humain » (*compassionate conservatism*)²², l'attitude du Président durant sa première année de mandat contribuera largement à revivifier les énergies démocrates.

Il y a deux façons de lire l'épisode de la présidentielle de 2000. La difficulté de cette élection a été perçue comme un échec pour les républicains. Mais l'étroitesse de la marge en elle-même était certainement le signe d'une évolution en cours. Lors de la réunion de l'APSA (*American Political Science Association*) en août 2000, un panel prévoyait l'élection de Al Gore qui devait obtenir entre 52,9 % et 60 % des voix en suivant le modèle tracé par Bill Clinton en 1992 et 1996.... Le bon état de l'économie devait assurer à Gore de passer aisément l'épreuve du feu et une campagne modérée lui permettre de rallier les classes moyennes et les banlieues. Enfin, l'ancrage de la famille Gore dans le Tennessee rendait sa candidature plus crédible dans le Sud. Le fait que Bush se soit imposé alors que les conditions étaient idéales pour les démocrates témoigne-t-il de la mise en place d'une réelle domination des républicains ?

Cette perspective a été en tout cas celle des principaux conseillers de Bush, en particulier de Karl Rove. Pour ce dernier, les républicains sont en train de devenir un parti structurellement majoritaire. Leur ancrage régional dans le Sud est suffisamment solide et la tactique populiste a largement démontré son efficacité pour atteindre la présidence. Selon Rove, il convient dorénavant de donner une assise solide au parti. Mais comment ? L'originalité de Rove réside dans le choix qu'il fait de mobiliser les militants, de radicaliser la base afin de construire une coalition électorale durable. Il inverse la logique électorale des quinze dernières années : au lieu de chercher à établir des compromis avec les modérés, il cherche à les rendre plus partisans. Le choix de la modération contre l'idéologie ne ferait que décevoir les attentes des soutiens les plus fermes, sans assurer la permanence des centristes. Le choix inverse, en revanche, satisfait la base, et laisse ouverte la possibilité

²¹ Sur l'élection, on peut se reporter au numéro spécial de la *Revue Française d'Etudes Américaines* (RFEA), n° 90, octobre 2001. Voir en particulier l'article de V. Michelot, « La Cour suprême dans Bush c. Gore : du conflit entre droit et politique », pp. 61-79.

²² L'expression est de Marvin Olasky, auteur de *The Tragedy of American Compassion*, New York, Regnery Publishing Inc., 1995. Sur ce point, on lira l'article de D. Lacorne, « George W. Bush, un 'conservateur à visage humain' », in *Critique Internationale*, n° 6, hiver 2000, pp. 6-11.

de cibler des actions concrètes pour s'assurer le soutien d'une fraction de groupes précis, traditionnellement démocrates. Plus modeste, plus ponctuelle, mais aussi plus intense et plus ciblée, cette tactique ne conduit pas à se renier idéologiquement et reste électoralement pertinente. En effet, un affaiblissement, même mineur, de quelques groupes clés de la coalition démocrate peut permettre aux républicains de s'assurer une position de domination de long terme. L'ambition de Karl Rove consiste donc à casser l'aller-retour idéologues/modérés caractéristique des derniers scrutins présidentiels. Pour cimenter une majorité républicaine solide, il faut d'abord satisfaire la base.

Concrètement, il s'agit pour le nouveau président de forcer le passage des politiques conservatrices. Sans tenir compte des controverses autour de son élection, Bush se lance dans une politique de confrontation avec les démocrates, s'occupant des priorités de sa campagne, notamment les baisses d'impôts. A l'exception de la réforme sur l'éducation, à laquelle le sénateur Ted Kennedy sera étroitement associée, le Président tourne le dos à la démarche collégiale qu'il avait adoptée en tant que gouverneur. Il prend nettement ses distances vis-à-vis des modérés du Congrès et se montre peu enclin à trouver un compromis avec les démocrates, qui l'accusent de faire passer ses lois en force, notamment la première phase des baisses d'impôts, dans un Congrès divisé presque à égalité entre les deux partis. Cette option économique est présentée comme impérative pour remédier à la récession du moment. Si l'opinion publique est toujours très favorable aux baisses d'impôts, les sondages révèlent un manque d'enthousiasme certain à l'égard des mesures prises dans ce sens par George W. Bush. A la fin de l'été 2001, le nombre de personnes se déclarant satisfaites de la gestion du Président chute brusquement. Un sondage Gallup réalisé pour *CNN* et *USA Today* et achevé le 10 septembre 2001 indique que ce taux est tombé à 51 %, soit le chiffre le plus bas enregistré par George W. Bush en huit mois de fonction²³.

Les attentats du 11 septembre 2001 donnent au président Bush l'occasion de faire preuve d'autorité, mais également de se créer une légitimité. La crise provoquée par les attentats a en effet soudé le pays et fait grimper la cote de popularité de George W. Bush qui atteint 90 %, un record pour un président en exercice. Popularité renforcée et prolongée par la victoire éclair de l'armée américaine en Afghanistan. La question de la sécurité et de la lutte anti-terroriste permet à l'équipe en place de faire oublier à l'opinion publique des problèmes aussi sérieux que le déséquilibre budgétaire ou les mauvais résultats économiques. Aux élections de mi-mandat en novembre 2002, les républicains gagnent deux sièges au Sénat et six représentants à la Chambre. Il s'agit d'une performance de dimension historique : c'est en effet la troisième fois depuis la fin de la guerre de Sécession en 1865 que le parti au pouvoir à la Maison Blanche ne recule pas à la Chambre lors d'élections de mi-mandat, et la première fois depuis 1934 qu'à l'occasion des premières législatives de son mandat un président n'enregistre pas de repli au Congrès. Les républicains tirent profit de l'incohérence des démocrates, incapables de formuler une alternative à leur politique et qui critiquent les modalités des baisses d'impôts tout en en approuvant le principe. Ils bénéficient pleinement de la mobilisation de leur électorat. La stature acquise par George W. Bush après le 11 septembre et le soutien que lui apportent les

²³ Ces chiffres sont tirés de C. Cook, « L'avenir est-il républicain ? », chap. cit. Les résultats des sondages réalisés par Gallup sur les taux d'approbation de la politique de George W. Bush peuvent être consultés sur le site Internet : www.gallup.com

membres de son parti, conjugués à l'apathie de démocrates incapables de faire passer un quelconque message, expliquent ce succès inattendu des républicains au vu de l'histoire électorale. Alors qu'un tiers seulement de la population en âge de voter se rend habituellement aux urnes pour ce type de scrutin, contre la moitié à l'occasion d'une élection présidentielle, la participation atteint un taux quasi-présidentiel dans certains bastions républicains, en particulier dans les petites villes, les zones rurales et les banlieues des régions du Sud. A l'inverse, la mobilisation des démocrates est plus faible, c'est-à-dire plus proche de la normale, ce qui annule l'avantage que constituait pour eux le fléchissement de l'économie.

Peu de temps après cette victoire, le taux d'approbation de l'action de George W. Bush commence néanmoins à décliner, tombant à 58 %. Ses stratèges avancent à juste titre que les chiffres enregistrés après la tragédie du 11 septembre avaient atteint des niveaux impossibles à maintenir. Ils estiment que leur recul doit être considéré comme un retour à la normale plutôt que comme une baisse de popularité du Président. Mais il ne s'agit pas d'un simple retour à la normale. L'opinion publique s'inquiète des mauvais résultats de l'économie. Si la récession est officiellement terminée depuis novembre 2001, l'emploi n'a guère redémarré. Face à ces hésitations, la stratégie républicaine est de mettre l'accent sur les questions de sécurité et sur la lutte anti-terroristes. C'est une véritable manipulation de l'opinion publique qui est menée afin de créer un lien – artificiel – entre la menace terroriste et l'Irak. Et l'opération est un véritable succès : au début de 2003, un conflit en Irak semble inévitable. L'opinion publique s'est détournée de l'économie et après l'invasion de l'Irak, la popularité de George W. Bush grimpe à 71 %. Mais l'embellie ne dure pas. L'absence de toute arme de destruction massive ou de lien entre l'Irak et les terroristes entament considérablement la crédibilité présidentielle. Les développements de l'occupation de Irak – en particulier le coût de la reconstruction annoncé en septembre 2003 – et l'affaire des sévices de la prison d'Abu Graib dégradent encore l'image du Président. George W. Bush continue néanmoins à jouer la carte de la sécurité contre le terrorisme afin d'effacer les conséquences désastreuses de la guerre. A l'automne 2003, les taux de satisfaction à l'égard de son action sont tombés à 50 % d'après Gallup, soit un point de moins que juste avant la tragédie du 11 septembre²⁴.

La victoire de George W. Bush en 2004 illustre l'efficacité de la tactique républicaine dans les mois qui ont précédé l'élection. Le rebond, habilement construit autour des capacités de *leader* de George W. Bush dans sa lutte contre le terrorisme, a été suffisamment important pour être qualifié de réalignement définitif de la vie politique. Sa victoire est indéniable et symboliquement puissante. Ainsi, Tom Daschle, responsable de la minorité démocrate au Sénat (*Senate Minority Leader*), est battu dans le Dakota du Sud, une première dans cet Etat depuis cinquante-deux ans. De ce seul point de vue, aucune comparaison ne peut être faite avec le résultat de l'élection de 2000 : George W. Bush a été élu grâce à ses capacités et à sa tactique électorale. Les observateurs ont noté qu'il a progressé parmi toutes les catégories électorales, y compris celles qui votent généralement en grand nombre pour les démocrates, à l'image des Hispaniques parmi lesquels il obtient 40 % des voix (contre 35 % en 2000 et 21 % en 1996). D'autres groupes traditionnellement démocrates ont été séduits par le candidat républicain : parmi les électeurs juifs, pourtant solidement démocrates, le vote

²⁴ *Ibid.*

républicain atteint 25 %, soit un tiers de plus qu'en 2000. Il faut remonter aux années 1920 pour trouver un candidat républicain recueillant une part aussi importante du vote juif. Les catholiques eux-mêmes ont pris leurs distances avec le candidat démocrate, pourtant catholique lui-même, puisqu'une majorité d'entre eux (les plus pratiquants) a voté pour le GOP. Quant aux femmes, elles sont restées majoritairement démocrates, même si George W. Bush a amélioré le résultat des républicains au sein de cet électorat, obtenant 48 % du vote des femmes (contre 43 % en 2000) et 55 % du vote masculin (contre 53 % en 2000) et réduisant le « *gender gap* » de 10 % à 7 %. Selon les analystes, c'est le thème de la sécurité qui a permis à George W. Bush de renforcer sa présence au sein de l'électorat féminin, ou plus précisément parmi les mères de famille (*security moms*). Seuls les Noirs restent d'indéfectibles soutiens aux démocrates.

Néanmoins, la marge de victoire de Bush est la plus faible de toute l'histoire pour un candidat réélu²⁵. Un glissement relativement limité de voix dans un Etat comme l'Ohio aurait suffi à inverser le résultat (du moins en termes de grands électeurs). Dans ces conditions, le succès de 2004 doit être relativisé. Contrairement à celles de Lyndon Johnson en 1964 ou de Ronald Reagan en 1980, la victoire de George W. Bush ne s'est pas étendue au Congrès. A la Chambre, les républicains ont obtenu 3 sièges supplémentaires, mais cela résulte du « redécoupage » exceptionnel des districts électoraux (*redistricting*) qui a eu lieu au Texas avec le soutien de Tom Delay. Les résultats sont également modestes si l'on considère les élections dans les Assemblées législatives des Etats, qui sont sans doute l'un des indicateurs les plus performants de l'électorat. Les républicains enregistrent une perte sèche de 66 sièges sur un total de 7 382 sièges au niveau national. Au total, les démocrates bénéficient d'une microscopique majorité de 4 sièges (3 660 contre 3 656). Avant les élections, les républicains contrôlaient les deux Chambres des Assemblées législatives dans 21 Etats ; les démocrates dans 17 Etats ; 11 Etats étaient divisés (le Nebraska n'a qu'une seule Chambre). Après le scrutin, les républicains sont majoritaires dans 20 Etats, les démocrates dans 19, et 10 Etats sont divisés. Si l'élection de 2004 avait été un véritable réalignement, les résultats au niveau des Etats auraient été plus favorables aux républicains. Au Sénat, les gains républicains sont sans doute plus impressionnants avec 5 sièges supplémentaires. Néanmoins, ils proviennent des Etats du Sud (Floride, Géorgie, Louisiane, Carolines du Nord et du Sud) et constituent le prolongement du basculement de la région dans le camp du GOP. A l'inverse, dans le reste du pays, les républicains subissent la perte d'un siège : ils sont battus au Colorado et dans l'Illinois, mais remportent un siège dans le Dakota du Sud. Au niveau présidentiel, seuls trois Etats ont voté différemment en 2004 et 2000. George W. Bush l'emporte dans deux Etats qui avaient auparavant voté pour Al Gore – l'Iowa et le Nouveau Mexique – mais perd le New Hampshire où il s'était imposé quatre ans plus tôt.

Si l'ampleur de la majorité républicaine est limitée, il n'en reste pas moins, comme le désirait Karl Rove, que ce résultat découle d'une forte mobilisation partisane. Dans les

²⁵ Ce constat est fait par C.E. Cook Jr., dans « Did 2004 transform US politics ? », in *The Washington Quarterly*, Vol. 28, n° 2, printemps 2005, pp. 173-186. Voir aussi P.R. Abramson, J.H. Aldrich, D.W. Rohde, « The 2004 presidential election : The emergence of a permanent majority ? », pp. 33-57, in *Political Science Quarterly*, Vol. 120, n° 1, printemps 2005. Sur le vote juif, on lira J. Lefkowitz, « The election and the Jewish vote », *Commentary*, février 2005, Vol. 119, n° 2, pp. 61-65.

douze Etats dans lesquels l'issue de l'élection était la plus incertaine, la participation s'est accrue de 17 % par rapport à 2000. Dans les Etats « rouges », classés républicains, elle a augmenté de 14 % ; dans les Etats « bleus » classés démocrates, la hausse est de 11 %. En d'autres termes, les partisans de George W. Bush semblent avoir été plus motivés que ceux de John Kerry. Au total, 105 millions d'Américains avaient voté en 2000 ; ils ont été 122 millions en 2004. L'équipe de campagne de Bush-Cheney a travaillé en étroite collaboration avec le *Republican National Committee* et des organismes d'Etat, comme la *US Chamber of Commerce* et le *Business-Industry Political Action Committee*, ainsi qu'avec des associations religieuses de la société civile. Au total, les analystes estiment que 4 millions de nouveaux électeurs conservateurs ont été convaincus d'aller voter et pas seulement des Blancs évangéliques comme le veut la représentation courante. L'écrasante majorité était constituée d'électeurs des classes moyennes et de la partie continentale du pays qui considèrent tout simplement que le pays change trop vite et qui imputent ces changements au parti démocrate. Chez les démocrates, l'effort a été tout aussi intense. Le *Democratic National Committee*, l'AFL-CIO, les groupes écologistes, et tout particulièrement *America Coming Together* (ACT), ont fait des efforts gigantesques pour mobiliser leurs troupes, se concentrant sur les Etats-pivots (*swing States*) comme l'Ohio et la Floride, une douzaine d'Etats au total. A ce jeu, les républicains ont connu plus de succès que les démocrates. John Kerry recueille le soutien de 16 % d'électeurs supplémentaires par rapport à Al Gore ; George W. Bush, lui, obtient 23 % de votes supplémentaires par rapport à 2000. Le nombre d'électeurs qui ont voté pour le candidat démocrate est passé de 51 à 59 millions mais ceux qui se sont prononcés pour George W. Bush sont passés de 50 à 62 millions²⁶. Cependant, cette mobilisation n'est à l'origine d'aucun basculement électoral d'ampleur. Le passage en force de 2004 est victorieux sans être décisif. Ainsi, le diagnostic fait à propos de l'élection de 2000 selon lequel les Etats-Unis sont une nation polarisée, partagée entre 49 % de démocrates et 49 % de républicains, semble toujours valable en 2004. La victoire à la présidentielle n'a pas permis pour autant de constituer une majorité nationale structurelle. Autrement dit, la création d'une majorité républicaine de long terme demeure une vue de l'esprit. Le projet de Karl Rove n'a toujours pas abouti et il n'existe pas de réalignement durable en faveur des républicains. Il convient maintenant d'expliquer les limites de cette domination républicaine.

L'ascendant républicain sur la longue durée : quel bilan ?

La scène politique ne présente pas les signes d'un alignement favorable aux républicains. La majorité qui s'est lentement construite au sein du GOP reste fragile et instable. Les marges de victoire de 2000 et 2004 montrent que l'avantage républicain, réel, n'a pourtant rien de massif. La majorité républicaine est essentiellement réactive, elle rassemble des groupes fort différents qui n'ont que leurs boucs émissaires en commun. Depuis les attentats

²⁶ Chiffres tirés de M. Barone, *The Almanac of American Politics - 2006*, Washington DC, National Journal Group, 2005, p. 22.

de 2001, le nationalisme, la sécurité et la lutte contre le terrorisme donnent sa cohérence à l'action républicaine. Sur cette base, les observateurs ont conclu à un avantage républicain décisif, sans pour autant employer le terme, trop controversé, de réaligement. Michael Barone, dans son introduction à l'*Almanac of American Politics-2006*, se montre ainsi optimiste pour le GOP. Son argument se fonde sur le fait que les comtés républicains connaissent une plus forte croissance démographique que les comtés démocrates. C'est tout particulièrement le cas pour les banlieues les plus éloignées des centres-ville (*exurbs*), notamment dans le Sud. Parmi les 100 comtés dont la population augmente le plus vite, 97 ont voté majoritairement pour George W. Bush en 2004²⁷. Plus généralement, l'accroissement de la population dans les régions du Sud et du Sud-Ouest, plus conservatrices et républicaines, aux dépens de celles du Nord-Est et du Midwest, plus libérales et démocrates, renforce le poids des républicains au sein de la Chambre des représentants. De même, entre 2001 et 2003, les efforts mis en œuvre côté républicain pour gagner des circonscriptions dans les Etats que le parti contrôlait ont été plus souvent couronnés de succès que ceux des démocrates dans les Etats où ils étaient majoritaires²⁸. Pourtant, l'argument est critiquable, ne serait-ce que par ce que ces comtés sont situés dans des Etats déjà solidement républicains. L'évolution serait nettement plus significative si on l'observait également dans plusieurs Etats démocrates, ce qui n'est pas le cas²⁹.

En fait, il n'existe pas de base stable pour l'installation d'une majorité pérenne des républicains. Si ces derniers ont trouvé une formule pour arriver au pouvoir – populisme, mobilisation sur des questions soit disant culturelles, ressentiment – ils n'ont pas réussi à aller plus loin. Les données disponibles à l'observateur indiquent certes une recomposition partisane, mais celle-ci n'est pas forcément sur le long terme favorable aux républicains. Les victoires limitées du GOP en 2000 et en 2004 ne sont pas suffisamment concluantes. Il existe bien un projet majoritaire – orchestré par Karl Rove – mais il n'a pas abouti. L'idée présidentielle, affichée au lendemain de l'élection de 2004, de créer une « société de propriétaires » (*ownership society*) évoquait une volonté de mettre un terme à l'héritage social et politique du New Deal. Le but politique consistait à donner un contenu concret à

²⁷ *Ibid*, p. 31.

²⁸ Les observateurs ont aussi relevé que les districts électoraux favorisent les républicains dans la mesure où leur électorat est plus également réparti sur le territoire que dans le cas des démocrates. Les électeurs de gauche sont en effet plus concentrés dans des grands centres urbains. Ainsi, en 2000, 53 % des districts votant pour Al Gore avaient une majorité de plus de 60 % d'électeurs démocrates. A l'inverse, à peine 41 % des districts ayant majoritairement voté pour George W. Bush comportaient une majorité de plus de 60 % d'électeurs républicains. L'homogénéité électorale des districts, phénomène en forte progression depuis le début des années 1990, bloque ainsi les démocrates dans une position défavorable. Ce constat est fait par G.C. Jacobson, *The Politics of Congressional Elections*, Pearson, New York, 6^e éd., 2004, p. 251.

²⁹ La Californie offre des évolutions intéressantes de ce point de vue : au clivage traditionnel Nord-Sud se superpose un clivage Ouest-Est au fur et à mesure que l'arrière-pays, désertique, se transforme en banlieues repliées sur elles-mêmes dont l'orientation idéologique est républicaine. Ce clivage régional reproduit le clivage national entre les côtes et la masse continentale du pays. L'enjeu politique est majeur dans la mesure où la Californie est l'Etat le plus peuplé de l'Union et un bastion démocrate depuis les années 1960. Sur ce thème, je renvoie à l'article de F. Douzet, « Ségrégation et balkanisation politique de la Californie », *Hérodote*, n° 122, 3^e trimestre 2006.

la « révolution conservatrice ». Il s'agissait de réussir un « New Deal républicain », c'est-à-dire une transformation aussi profonde, bien qu'allant dans une direction opposée, que celle réalisée par Franklin D. Roosevelt dans les années 1930. George W. Bush proposait de réécrire le contrat social américain³⁰. La mesure phare de l'administration, entre 2004 et 2005, a ainsi été la réforme du système de retraite par répartition – *Social Security* – datant d'une loi de 1935, et la poursuite de la réforme de l'assurance maladie. Ces mesures devaient modifier les relations des républicains avec des groupes ciblés d'électeurs comme les Hispaniques, les Noirs ou encore les retraités. Tout comme la création de l'Etat providence par Franklin D. Roosevelt dans les années 1930 avait fait, petit à petit, de ces groupes des soutiens déterminants du parti démocrate, la réforme républicaine a pour objectif de les faire basculer dans le camp conservateur. Les républicains ont essayé de modifier l'équilibre dès que leur assise au niveau présidentiel a été suffisamment forte. C'est ce que diagnostiquaient déjà Benjamin Ginsberg et Martin Shefter en 1990³¹. Les démocrates avaient constitué un réseau de clientèles électorales à partir du Congrès, mais aussi de l'Etat providence fédéral, des agences réglementaires, de la bureaucratie fédérale et enfin des organismes locaux chargés de gérer les programmes sociaux définis au niveau national. Ce réseau s'était constitué après les réformes des années 1930 et 1960. Il résultait aussi, bien évidemment, de la mainmise démocrate sur le Congrès et des crédits électoraux dont ils pouvaient bénéficier³². Les républicains ont créé un réseau similaire autour du complexe militaro-industriel, de la présidence et des parties de la société américaine dont les revenus ou les valeurs étaient remis en cause par les organismes sociaux et réglementaires nationaux. Au fur et à mesure de leurs propres victoires au sein des institutions nationales – la présidence d'abord, puis le Congrès – les républicains ont constamment cherché à affaiblir le réseau démocrate, notamment par la déréglementation et les baisses d'impôts qui constituent leurs armes de prédilection. Dans ce contexte, les réformes sociales envisagées par l'équipe Bush prennent tout leur sens électoral.

Ce projet repose sur des évolutions qui évoquent un réaligement, mais sans pour autant résulter en une configuration durablement favorable aux républicains. Rappelons rapidement ces évolutions, déjà abordées dans les pages précédentes. En 2004, l'identification partisane se partage à parts égales entre les républicains et les démocrates (37 % pour chacun) ; c'est une nette évolution si l'on considère l'avantage traditionnel des démocrates sur ce plan³³. Mais au-delà de ce facteur subjectif, des données objectives

³⁰ Ces thèmes ont été abordés dans différents articles de presse. A titre d'exemple : J. Harding, « The vanishing democratic majority », *Financial Times*, 7 novembre 2003 ; ou encore, du même auteur, « A Republican Roosevelt », *Financial Times*, 19 janvier 2005. Le *Congressional Quarterly* y a aussi consacré un dossier : D. Nather, « Reinventing Bush country », 24 janvier 2005, pp. 174-183. Je renvoie enfin à B. Tertrais, *Quatre ans pour changer le monde : l'Amérique de Bush : 2005-2008*, Paris, Autrement, 2004.

³¹ B. Ginsberg, M. Shefter, *Politics by Other Means. The Declining Importance of elections in America*, New York, Basic Books, 1990. Voir en particulier les chapitres 3 et 4, pp. 77-130.

³² Le phénomène du « *credit-claiming* » (crédits électoraux) est relié à la pratique dite du « *pork-barrel* » qui consiste à insérer dans les textes législatifs des bénéfices directs pour les districts des élus (constructions diverses, subventions etc.). C'est ainsi que tout élu assure sa survie politique, c'est-à-dire sa réélection.

³³ Chiffres tirés de M. Barone, *Almanac 2006*, *op. cit.*, p. 25. En 1996 et en 2000, les démocrates avaient

indiquent aussi qu'une évolution est à l'œuvre. Géographiquement, le Sud constitue un bastion républicain ; c'est même la base de la position dominante du GOP. Le parti est encore un peu plus renforcé par son assise dans les Etats des Plaines et des Rocheuses. Socialement, le parti républicain a progressé dans des groupes traditionnellement démocrates, tout en conservant ses attaches habituelles dans les banlieues les plus éloignées des villes ainsi que dans le monde rural. Par ailleurs, d'un strict point de vue politique, l'apparition d'un tiers-parti avec Ross Perot dans les années 1990 illustre l'insatisfaction du public vis-à-vis de l'équilibre républicain/démocrate. Enfin, les attentats du 11 septembre 2001 pourraient, pour certains républicains, avoir été le « choc » qui, traditionnellement, conduit au réajustement électoral.

Ces éléments ne permettent pourtant pas d'identifier une majorité républicaine stable. Celle-ci, réelle à tous les niveaux du gouvernement, demeure très fragile. S'il existe bien une domination républicaine, elle reste dépourvue d'assise nationale pérenne. Les républicains doivent faire face à un double danger. La tactique sudiste utilisée depuis 1964 pourrait s'avérer être un piège. Par ailleurs, la diversité du mouvement conservateur est telle qu'il est menacé de division dès lors que « l'Ennemi commun » mis en scène par les responsables conservateurs ne remplit plus son rôle. Enfin, le risque demeure d'aller trop loin sous l'effet d'une trop forte idéologisation.

En apparence, la stratégie mise en place dans le Sud a été un succès réel : la « *southernization* » de la vie politique américaine est indéniable³⁴. Les valeurs sudistes ont envahi la scène politique nationale. Les responsables politiques républicains de la dernière décennie sont issus des anciens Etats confédérés (ou y ont fait leur carrière) : Newt Gingrich, Tom DeLay, Dick Armey, Trent Lott, et , bien sûr, George W. Bush qui est le premier candidat républicain à la présidentielle venu du Sud. L'identité du parti de Lincoln a été profondément redéfinie au cours des quarante dernières années. Néanmoins, la stratégie sudiste atteint peut-être ses limites. La question raciale n'a plus la portée qu'elle avait il y a quarante ans. Elle s'est certes reformulée autour de thèmes comme la discrimination positive (*affirmative action*) ou l'aide sociale (*welfare*) mais sans atteindre l'intensité du débat racial des années 1960. Les autres enjeux culturels régulièrement mobilisés montrent des signes de faiblesse. Ainsi, la question de l'homosexualité : l'opposition républicaine aux mariages homosexuels est certes populaire dans le Sud (et dans les régions rurales du Midwest) mais le reste du pays se montre nettement plus tolérant. Déjà en 1998, l'attitude des républicains face au scandale sexuel impliquant Bill Clinton avait suscité des accusations de puritanisme et d'intolérance à leur encontre. En d'autres termes, la stratégie sudiste pourrait s'avérer être un piège pour le parti républicain en le limitant à une base régionale exclusive. Comme le notent John Micklethwait et Adrian Wooldridge, la perte de la Californie dans les années 1990 montre les limites de la tactique républicaine qui a si bien fonctionné dans le Sud³⁵. Les thèmes de la race et de la religion ont finalement conduit les républicains à la défaite. Le débat de 1994 autour de la Proposition 187 contre l'immigration illégale leur a

toujours l'avantage (39 % contre 35 %). L'écart était encore plus important dans les années 1970 et 1980.

³⁴ A titre d'exemple, on peut se reporter à P. Applebome, *Dixie Rising. How the South is Shaping American Values, Politics and Culture*, New York, Random House, 1996.

³⁵ J. Micklethwait, A. Wooldridge, *The Right Nation, op. cit.*, pp. 123-126.

coûté cher en termes de soutien hispanique. Or précisément, certains stratèges républicains considèrent qu'il est particulièrement préoccupant pour l'avenir du parti de ne pas avoir davantage percé parmi les minorités, en particulier chez les Hispaniques. L'élection du républicain Arnold Schwarzenegger en 2003 après la campagne de « rappel » (*recall*) contre Gray Davis ne doit pas faire illusion. Le nouveau gouverneur est bien trop modéré pour répondre aux critères idéologiques nationaux du parti républicain.

L'autre problème auquel doit faire face la majorité républicaine est la division. Sous la pression des réalités politiques, le risque de scission est croissant, voire imminent. Les conservateurs, qui forment un groupe extrêmement hétérogène sur un nombre important de problèmes fondamentaux, ne sont pas d'accord entre eux sur ce que doit être l'action de l'Etat fédéral. Les libertariens veulent un Etat minimal – comme Grover Norquist, pour qui il n'est pas question de permettre à l'Etat fédéral de s'immiscer dans la vie privée des citoyens. Ils désirent également un faible niveau d'imposition fiscale et insistent sur la neutralité de l'Etat en ce qui concerne les questions culturelles. Cela les place en opposition directe avec les traditionalistes ou la droite religieuse, qui veulent que les pouvoirs publics soient pleinement actifs afin d'inculquer les valeurs essentielles à la population. Jusqu'à présent, les deux groupes se sont opposés sur des questions comme l'avortement, la réglementation du tabac, la pornographie sur Internet, le créationnisme biblique. Le débat actuel autour des mesures de protection anti-terroristes est une autre illustration de cette division. Les différentes figures de l'Ennemi qui se sont succédées jusqu'à présent ont permis d'assurer une union toujours plus forte. Mais rien ne garantit que cela puisse durer. Or le maintien de cette alliance est fondamental pour la survie de la majorité républicaine. Et ce n'est pas tout : il est également nécessaire que les républicains s'imposent parmi les minorités afin de réaliser une véritable coalition nationale. Mais les responsables modérés du parti n'auront pas la tâche facile. Ainsi, le sénateur John McCain (Arizona) aura-t-il fort à faire pour dépasser l'opposition de la droite religieuse qui demeure un élément déterminant pour le parti républicain au vu de ses capacités mobilisatrices. Le choix d'un candidat démocrate qui susciterait une opposition farouche des républicains, comme la sénatrice de New York, Hillary Clinton, permettrait de surmonter cet obstacle. Face à une telle candidature, les probabilités d'un rassemblement du GOP derrière un candidat de compromis comme McCain seraient beaucoup plus fortes.

Enfin, la mobilisation idéologique qui caractérise les républicains risque toujours, comme dans les années 1990, d'être rejetée par l'opinion publique. D'après Sarah Binder, la faiblesse des majorités républicaines au Congrès les pousse à la faute³⁶. En effet, à long terme, les électeurs ne devraient pas soutenir un parti qui joue sur une polarisation idéologique grandissante dans l'espoir de pallier sa relative faiblesse numérique. Les républicains parlent constamment du mandat qu'ils ont reçu du peuple, un discours qui a été celui de George W. Bush après sa réélection. Lors de son premier mandat, il a d'ailleurs imposé des mesures très conservatrices, sans tenir compte de la faiblesse de sa légitimité. Au Congrès, les rapports sont plus que tendus. Les règles de procédure spécifiques au 108^e Congrès, comme le note Sarah Binder, ont fortement limité la possibilité d'amendement des démocrates, conduisant à un vent de révolte. L'idéologisation des débats

³⁶ S.A. Binder, « Ten more years of Republican rule? », *Perspectives on Politics*, septembre 2005, Vol. 3, n° 3, pp. 541-543.

du Congrès déborde très largement sur le microcosme washingtonien : au milieu des années 1990, Tom Delay (*Republican Whip* à l'époque) a lancé avec l'aide de Grover Norquist le Projet K-Street. Il s'agissait d'obliger les lobbies à engager un plus grand nombre de républicains, sous peine de voir leurs accès au Congrès se fermer. Tom DeLay (cette fois *Speaker* de la Chambre des représentants) a appliqué une tactique similaire lorsqu'il a fait un nouveau découpage des districts électoraux du Texas, afin d'assurer des sièges supplémentaires aux républicains. Sa démission en septembre 2005 indique les risques contenus dans une démarche de ce genre. En d'autres termes, les républicains se sont lancés dans une guerre d'ampleur au sein du microcosme washingtonien. Cette attitude de confrontation n'a pas, jusqu'à présent, suscité de vague de réaction dans l'opinion publique. Le peu d'estime dans laquelle les Américains tiennent le Congrès et les élites de la capitale en général explique sans doute leur manque de réactivité face aux outrances républicaines. Néanmoins, il est possible que la situation soit en train de changer. Les républicains sont peut-être devenus, sans s'en rendre compte suffisamment vite, le modèle même des « *insiders* » qu'ils dénonçaient pourtant eux-mêmes en 1994. De ce point de vue, un scandale comme celui dans lequel a été impliqué le lobbyiste Abramoff réduit à néant les efforts républicains pour se construire une identité « anti-establishment »³⁷.

Même si le GOP a effectivement réussi à élaborer une tactique électorale efficace qui lui a permis de remporter un nombre de scrutins déterminants, il reste difficile d'identifier une majorité républicaine durablement implantée dans le pays. Le réalignement « en pointillé » que l'on perçoit ne débouche pas sur un réajustement permanent des équilibres électoraux. Le contexte partisan s'est profondément modifié, de sorte que la bipolarisation idéologique semble être désormais la règle. En fait, l'impression d'une domination républicaine résulte surtout de l'affaiblissement des démocrates. Il semble plus convainquant de parler d'une crise profonde de la coalition démocrate que d'un ancrage durable du parti républicain. Ce dernier a certes une tactique, mais pas d'implantation pérenne. Les démocrates, au contraire, conservent une implantation sociale solide, sans pour autant avoir de stratégie pour combattre efficacement le populisme républicain. Si la coalition rooseveltienne est bel et bien morte, les démocrates bénéficient d'une assise réelle dans la société américaine qu'ils ne parviennent cependant pas à valoriser. Dès qu'ils définiront une tactique précise, la configuration partisane semblera nettement moins favorable aux républicains.

Quel rebond démocrate ?

A l'instar des grands partis de gauche en Europe de l'Ouest, le parti démocrate subit une crise d'identité profonde. La mise en application de l'essentiel de ses idées entre les années 1930 et 1960 a tari ses capacités d'innovations intellectuelles et provoqué son

³⁷ Jack A. Abramoff est un consultant politique républicain qui a été condamné en mars 2006 à plus de cinq ans de prison pour corruption. Il doit aussi rembourser plus de 21 millions de dollars. L'affaire a éclaboussé l'*establishment* républicain à Washington DC. Au même moment, le Sénat a adopté une législation renforçant le contrôle des lobbyistes, le *Legislative Transparency and Accountability Act*, qui s'ajoute à la loi de 1995. La Chambre des représentants doit encore se prononcer avant que le texte ne soit envoyé au Président.

affaiblissement électoral et l'effondrement de la coalition rooseveltienne. L'initiative politique – et aussi largement intellectuelle – est passée dorénavant du côté des républicains. C'est ce qui explique que ceux-ci soient considérés comme étant en position de domination durable par rapport aux démocrates. Mais il s'agit là d'une exagération résultant d'une mauvaise lecture de la scène politique du pays : si les républicains ont une recette pour gagner les élections, ils ne bénéficient pas pour autant d'un réajustement structurel de l'électorat.

Il est vrai que la démographie semble jouer à l'avantage des républicains. Nous avons déjà évoqué la croissance démographique des zones où la présence des républicains est la plus importante, en particulier les banlieues les plus éloignées des centres-ville. En regardant les cartes électorales des élections de 2000 et 2004, on constate que les démocrates sont devenus le parti des habitants des métropoles. Les villes, les banlieues qui leur sont proches et les comtés qui sont composés de minorités sont des zones à majorité démocrates ; le reste du pays (zones rurales, petites villes, banlieues éloignées) penche pour les républicains. La répartition plus égalitaire des électeurs républicains sur l'ensemble du pays facilite la situation du GOP. Cette configuration mène les démocrates à 48 % des électeurs – comme John Kerry en 2004 – ou même 48,4 % comme Al Gore en 2000. Mais les facteurs sociaux, pourraient bénéficier sur le long terme aux démocrates. Dans leur livre, John B. Judis et Ruy Teixeira présentent l'argument selon lequel les changements sociaux à l'œuvre aux Etats-Unis jouent en leur faveur³⁸. Ils mettent en avant l'existence d'une nouvelle coalition démocrate. Ils soulignent par exemple que les démocrates ont récupéré les électeurs blancs ouvriers, les fameux « *Reagan Democrats* » perdus dans les années 1980, en mettant l'accent sur les questions sociales et économiques. Ils montrent par ailleurs que les réserves électorales démocrates sont fondées sur trois groupes en expansion : les femmes (en particulier les célibataires diplômées), les minorités et les professions libérales.

Le comportement électoral des femmes a beaucoup changé au cours des quarante dernières années. Les femmes ont longtemps été des soutiens du parti républicain, au moins jusqu'en 1960 : lors de la présidentielle de cette année-là, les femmes ont soutenu Nixon (à 53 % contre 46 % pour Kennedy). Mais à partir de 1964 avec la candidature de Barry Goldwater, elles ont commencé à s'éloigner du GOP. Le conservatisme social du parti ne leur convient pas. Leur décrochage d'avec le parti républicain date du début des années 1980 au moment de la controverse à propos du ERA (*Equal Rights Amendment*)³⁹. Tout au long des années 1990, les femmes ont très majoritairement soutenu les démocrates. Lors de la présidentielle de 2000, elles se sont prononcées en faveur de Al Gore à hauteur de 54 %. L'intégration des femmes sur le marché du travail constitue le facteur explicatif de cette évolution ; le féminisme a également conduit à politiser certains enjeux et suscité l'engagement politique de nombreuses femmes. Il est d'autant plus compliqué pour les républicains de gérer cette situation que la catégorie de femmes qui connaît la plus forte croissance est aussi celle qui est la moins susceptible de voter pour eux. Les femmes

³⁸ J.B. Judis, R. Teixeira, *The Emerging Democratic Majority*, New York, Scribner, 2002.

³⁹ L'amendement a été proposé par le Congrès en 1972. Il visait à insérer une clause interdisant toute forme de discrimination fondée sur le sexe. La majorité d'Etats nécessaire à sa ratification n'ayant pas été atteinte avant la date butoir (1979), l'amendement a été abandonné.

célibataires qui travaillent constituaient 19 % de la population féminine adulte en 1970, elles sont 29 % de nos jours ; elles ont soutenu Al Gore à hauteur de 67 % en 2000. Celles qui ont un diplôme universitaire – 8 % des femmes de plus de vingt-cinq ans en 1970, à comparer aux 24 % d'aujourd'hui – ont été 67 % à voter pour Gore. A l'inverse, les groupes de femmes qui votent républicain – les femmes au foyer vivant dans les banlieues les plus éloignées – constituent un électorat en constante diminution.

Le deuxième groupe est celui des minorités. Ce terme rassemble des groupes aux parcours historiques extrêmement divers. Les relations entre les minorités et l'appareil démocrate datent du XIX^e siècle : les « machines » politiques ont non seulement permis l'intégration de puissantes vagues d'immigration mais leur ont également fourni une forte identité partisane démocrate. Ce fut tout particulièrement le cas pour les Irlandais. Historiquement, les Italiens, dont les rapports avec les Irlandais ont longtemps été conflictuels, constituent sans doute la seule population à avoir fait exception. A la suite de l'adoption de la grande loi sur les droits civiques en 1964, les Noirs ont constamment voté démocrate à plus de 80 %. Les Asiatiques constituent un groupe ambigu. Les Japonais ont voté en faveur des démocrates après l'engagement du parti pour les droits civiques ; les Philippins, eux, votent pour les démocrates en qui ils voient les représentants de la classe ouvrière. Les Chinois, en revanche, soutiennent les républicains par anti-communisme et parce que le parti est favorable aux petits commerçants. Néanmoins, ils se sont tournés depuis quelques années vers le parti démocrate : la fin de la guerre froide, le recentrage des démocrates et la méfiance croissante du GOP vis-à-vis de l'immigration sont autant de facteurs qui expliquent cette évolution. En 2000, deux Asiatiques sur trois ont voté pour Al Gore. Tout l'enjeu actuellement consiste à savoir comment vont voter les Hispaniques – le « géant endormi » de la scène politique américaine. Au sein de ce groupe, seuls les Cubains, qui constituent 4 % du total, votent en faveur des républicains. La plupart des Hispaniques sont soit des Mexicains (59 %) soit des Porto-Ricains (10 %) et ces deux groupes ont systématiquement voté démocrate depuis les années 1930. Mais la tactique républicaine de George W. Bush vise à récupérer ce groupe en mettant l'accent sur les questions religieuses et morales. Ainsi en 2000, le Président a-t-il recueilli 28 % du vote des Hispaniques de Californie et jusqu'à 43 % de ceux du Texas. En 2004, la percée républicaine a été encore plus marquée. Elle atteint au niveau national 40 % du total du vote hispanique (à comparer aux 21 % de Bob Dole en 1996).

Le dernier groupe est celui des « *professionals* » correspondant très approximativement à notre catégorie des professions libérales. Plus précisément, on trouve sous cette expression des Blancs hautement diplômés et producteurs de services et d'idées, universitaires, architectes, ingénieurs, scientifiques, informaticiens, avocats, médecins, professeurs, psychanalystes, éditeurs, acteurs, artistes. Au cours des années 1950, ils constituaient 7 % de la population active, contre plus de 15 % aujourd'hui. En devenant plus nombreux, ces acteurs ont modifié leur orientation politique. Jusqu'aux années 1960, ils étaient proches du parti républicain car ils valorisaient la petite entreprise et se méfiaient des interventions de l'Etat fédéral. Lors de la présidentielle de 1960, ils ont voté pour Richard Nixon à hauteur de 61 % (contre 38 % pour Kennedy). Depuis lors, une nette majorité d'entre eux est passée dans le camp démocrate. Pour John B. Judis et Ruy Teixeira, l'explication semble résider dans leur évolution socio-économique : en s'intégrant de plus en plus au sein de structures comme les cabinets ou les centres de recherche, ils ont fait la part des choses entre la logique

individuelle de marché et la qualité de leur production intellectuelle ou des services qu'ils mettaient en œuvre. Leur sensibilité aux orientations culturelles libérales sont aussi un facteur à prendre en compte. Ce groupe a largement contribué en termes de vote, mais aussi d'idées et d'orientation idéologique à la transformation du parti démocrate. Leur perspective – libérale au plan culturel, modérée au plan fiscal, critique vis-à-vis du marché sans être pour autant anticapitaliste – s'est incarnée dans l'émergence des « nouveaux démocrates » tout au long des années 1990.

Ces facteurs sociaux dessinent une majorité démocrate en devenir. Certes, ces évolutions ne sont pas automatiques et peuvent être remises en cause par les événements. Ainsi, les attentats du 11 septembre ont-ils fourni un prétexte inespéré pour rallier autour du patriotisme les différents éléments de la coalition républicaine, donner une nouvelle impulsion à la droite et retarder d'autant le renouveau démocrate. Cette situation témoigne de la vraie faiblesse des démocrates, de leur absence de tactique et de leur incapacité à définir une alternative aux républicains. C'est pourquoi ils ne semblent pas en mesure d'obtenir la majorité des suffrages aux élections et, *a fortiori*, la majorité des voix des 270 membres du collège électoral. Les démocrates doivent donc définir une stratégie pour retrouver le pouvoir⁴⁰. Au sein du parti, les débats sur l'avenir divisent la formation en deux groupes.

Dans la lignée des « nouveaux démocrates » des années 1990, la thèse du recentrage possède encore beaucoup d'attraits. Certains observateurs, comme par exemple Will Marshall, directeur du *Progressive Policy Institute* (PPI), notent que des tensions structurelles existent à l'intérieur du parti, ce qui traduit une profonde crise d'identité. L'image du parti auprès du grand public est celle d'une simple coalition d'intérêts dont les objectifs sont passésistes. Il conviendrait de partir des représentations du peuple pour remédier à la crise qui est d'autant plus indéniable que les pertes du parti républicain ne se traduisent pas forcément en gains pour les démocrates. Le parti doit se redéfinir en tournant la page du New Deal. Pour cette branche des démocrates, une forte polarisation n'est sans doute pas la meilleure stratégie à suivre car elle revient à accepter les règles posées par les républicains. Les démocrates doivent au contraire retrouver en interne des thèmes qui leur permettent de faire face à l'offensive républicaine. Il s'agit pour eux de mobiliser leur électorat, notamment dans les régions du Centre et de l'Ouest, qui sont à conquérir. Pour ce faire, quatre directions doivent être explorées. En premier lieu, la question de la sécurité nationale. Sur ce sujet, les républicains ont l'avantage et les thèses d'un Michael Moore ne facilitent pas les choses pour les démocrates. Ceux-ci devraient s'inspirer de la tradition « faucons libéraux » qui va de Harry Truman à John F. Kennedy. En deuxième lieu, ils doivent reprendre le flambeau sur la réforme du système de retraite ou de santé. En troisième lieu, les démocrates doivent récupérer l'électorat des classes moyennes que les républicains ont su séduire. Ils peuvent le faire en cultivant leur image de parti de la redistribution auprès des populations fragilisées par les développements de la mondialisation. Enfin, les valeurs figurent au cœur de la redéfinition du parti et les démocrates doivent combler le « fossé patriotique » qui est le leur par rapport aux

⁴⁰ Le Centre Français sur les Etats-Unis (CFE) de l'Institut Français des Relations Internationales (Ifri) a organisé une conférence sur « La crise du parti démocrate » en octobre 2005. Le compte-rendu est disponible sur le site Internet de l'Ifri : www.ifri.org

républicains et reprendre l'avantage sur les questions des valeurs familiales. Les démocrates américains pourraient s'inspirer du modèle des travaillistes britanniques de Tony Blair. Ils doivent en fait lutter contre deux conservatismes : celui des républicains et celui d'une gauche plus extrême.

A l'inverse, d'autres experts, comme Stanley Greenberg, sont favorables à un retour aux valeurs chères au cœur des militants démocrates. Les électeurs des classes populaires et des milieux ruraux ont rejoint le camp républicain. Bill Clinton a, sans doute volontairement, négligé ces électeurs⁴¹. Or c'est sur eux que l'on doit s'appuyer pour retrouver une majorité durable. Le problème est donc de savoir comment les ramener au sein de la coalition progressiste. Les démocrates se doivent de devenir des *outsiders* afin de profiter du contexte de méfiance généralisée envers les partis politiques. Ils doivent faire passer un message anti élites selon lequel ils souhaitent assainir Washington DC et se positionner de façon à récupérer le sentiment d'une partie de la population que l'Etat fédéral ne travaille que pour une petite minorité. Ils doivent également récupérer les valeurs patriotiques et familiales et enfin retrouver confiance en eux. Cette tactique serait sans doute efficace pour limiter les percées des républicains parmi les minorités, en particulier chez les Hispaniques. C'est l'argument défendu par un rapport remarqué sur les liens de ces derniers avec le parti démocrate⁴². Selon Stan Greenberg et ses collègues, les Hispaniques ayant voté pour George W. Bush en 2004 ne se sont que temporairement éloignés du parti démocrate. Cet éloignement résulte de l'attitude relativement ouverte de George W. Bush sur les questions d'immigration, son soutien à la famille (son opinion sur le droit à l'avortement et sur le mariage) et sa position sur la sécurité alors que par ailleurs, les démocrates sont restés obscurs et confus sur les thèmes qu'ils défendaient. Mais cette situation ne devrait pas durer. Les intérêts et les valeurs des Hispaniques devraient les faire revenir dans le giron démocrate. En d'autres termes, la percée républicaine de 2004 ne devrait pas avoir de lendemain. Le rapport de Stan Greenberg souligne l'engagement des Hispaniques en faveur de valeurs qui peuvent aisément faire partie du programme démocrate : la protection économique de la famille, la lutte contre la pauvreté, l'amélioration des conditions de travail, la défense de la classe moyenne, l'importance de la communauté et la nécessité d'un Etat fédéral fort, la défense des opportunités sociales, de l'éducation et, plus généralement, la réalisation du « rêve américain ». Dans ces conditions, ce que les démocrates ont à faire est simple : ils doivent se souvenir de qui ils sont !

Pour l'instant, le parti démocrate n'a pas choisi sa stratégie définitive. A la différence de ce qui s'est passé chez les républicains, aucun candidat et aucune tactique ne se sont imposés. Depuis 2000, les candidats à la présidence – Al Gore puis John Kerry – se sont contentés de poursuivre la tactique électorale de Bill Clinton, mais sans se positionner explicitement en héritiers. Le premier ne voulait pas être associé à la « *Clinton fatigue* » (la lassitude vis-à-vis des scandales) et le second était pris dans un contexte de guerre où le patriotisme était une valeur fondamentale. Mais quelle que soit la raison, le résultat est le même : le message

⁴¹ Même si Bill Clinton avait publié en 1992 un livre au titre éloquent, *Putting People First*. Peut-être faut-il y voir l'influence de l'un de ses conseillers de l'époque, Stanley Greenberg.

⁴² S. Greenberg, M. Alvarez, M. Hogan, J. Nagler, « Hispanics – Dead center in the democratic world », Democracy Corps, Washington DC, août 2005.

démocrate n'est pas lisible. Le manque de leadership est donc bien au cœur de la crise d'identité des démocrates pour qui il est fondamental de définir une stratégie précise capable de pallier les initiatives républicaines. Le parti pourrait s'appuyer sur son implantation au sein des groupes dont la démographie et la sociologie annoncent l'expansion. Le manque d'initiative du camp démocrate est sans doute ce qui donne l'impression d'une domination durable des républicains. Dans les faits, ces derniers ont certes trouvé une recette pour mobiliser leurs troupes et remporter les élections, mais sans aboutir pour autant à une coalition pérenne.

L'échec d'une implantation républicaine durable

Les mandats du président Bush ne représentent pas de gains substantiels pour le parti républicain. Ils s'inscrivent dans un cycle relativement prévisible, communication politique populiste et polarisation idéologique. Force est de constater que les projets inscrits dans le programme du second mandat n'ont pas été réalisés au niveau domestique. L'administration républicaine est actuellement sur la défensive, sans espoir d'un rebond pour les élections de mi-mandat en novembre 2006. Quel que soit le résultat du scrutin, il est peu vraisemblable que le président Bush soit capable de mener à bien une réforme aussi ample que celle de la sécurité sociale dans les deux ans qui viennent. Les attentats du 11 septembre lui ont permis de rassembler les différentes composantes de sa majorité et fourni une cible aisée qui a avantageusement remplacé le communisme ou l'Etat fédéral sans pour autant souder les républicains en une coalition électorale durable. Les éléments à la disposition de l'observateur permettent d'évoquer un relatif réalignement régional dans le Sud (qui pourrait cependant basculer dans le camp démocrate) et une percée au sein de certains groupes minoritaires traditionnellement démocrates. Mais la logique qui anime cette coalition est restée trop longtemps limitée à une communication de mode populiste. Si les attentats ont été ponctuellement utiles, ils n'ont pas entraîné de basculement national qui aurait été à l'origine d'un nouvel alignement. Leur impact social et national n'a pas été de même nature que la vague populiste de la fin du XIX^e siècle ou la crise économique des années 1930. En effet, la coalition de Franklin D. Roosevelt s'est construite sur la crise de 1929, pas sur Pearl Harbor. En fait, l'illusion d'une domination républicaine durable provient du manque de lisibilité du message des démocrates, de leur positionnement peu clair et de leur crise d'identité réelle face aux initiatives républicaines. Néanmoins, la visibilité républicaine ne doit pas être confondue avec l'ancrage durable d'une domination du parti. Il n'y a pas de réalignement républicain. La montée en puissance du GOP reste fragile.

QUELLE ALTERNATIVE POLITIQUE ?

L'ascension du parti républicain au cours des quarante dernières années constitue un tournant fondamental de la vie politique américaine contemporaine. Le GOP s'est construit une identité populiste, religieuse et nationaliste sur la base de la puissante réaction conservatrice des Blancs du Sud à l'émancipation des Noirs à partir du milieu des années 1960. L'initiative politique est alors passée dans le camp de la droite, conduisant ainsi à un effritement de la coalition rooseveltienne des années 1930. Néanmoins, ce retour en force ne permet pas pour autant d'identifier les éléments permettant de parler d'une coalition républicaine durable. La force des républicains réside dans l'élan qui les porte et, c'est là notre argument, dans une incapacité des démocrates à définir une tactique permettant de répondre au défi républicain. Les attentats du 11 septembre 2001 ont certainement compliqué la tâche des démocrates, l'avantage républicain sur les questions de sécurité étant indéniable. Les démocrates en ont été réduits à essayer de ne pas se laisser distancer. En d'autres termes, la réaction nationaliste suscitée par ces attaques terroristes a fourni aux républicains une assise supplémentaire. Ils ont dorénavant à leur disposition une nouvelle figure de l'Ennemi sur lequel concentrer leurs forces. Pourtant, les attentats n'ont pas fondamentalement altéré le rapport des forces électorales. Comme nous l'avons vu, si les facteurs démographiques et géographiques jouent à l'avantage des républicains, les évolutions sociales, elles, bénéficient de façon décisive aux démocrates. Ces derniers sont certes dépourvus de tactique mais pas de ressources. On pourrait dire que les républicains connaissent une situation précisément inverse.

La configuration politique actuelle peut être utilement éclairée par le précédent historique des années 1920. A l'instar des « *roaring twenties* », la période contemporaine donne l'impression d'une domination de la droite. De même, les questions « culturelles » ou « sociétales » occupaient, à cette époque comme de nos jours, une place fondamentale comme l'illustre le retour de l'interrogation autour du darwinisme. La libéralisation et le marché constituaient, à l'époque comme aujourd'hui, l'alpha et l'oméga du modèle américain. Dans les années 1920 encore, l'Amérique WASP célébrait son triomphe et se désintéressait de l'Europe. Les républicains étaient pleinement en phase avec un pays qui était pourtant sur le point de sombrer. Le GOP représentait en effet l'Amérique du passé, celle du décollage industriel de la fin du XIX^e siècle, de l'isolement du reste du monde, ce « *gilded age* » ou cette période de « *normalcy* » tant désirée après le traumatisme de la Première Guerre mondiale. A l'inverse, les démocrates étaient sur le point de rassembler en une même coalition la majorité des laissés-pour-compte de ce modèle – paysans, ouvriers, petites classes moyennes – et des immigrants (seuls les Noirs seront exclus jusqu'aux années 1960). Il leur manquait pour s'imposer un leader et une opportunité, deux éléments qui leur seront fournis entre 1929 et 1932. De nos jours, les républicains assoient aussi leur domination sur un regret, celui qui s'exprime pour l'Amérique des années 1950, voire celle des années 1920. Ils ont mobilisé contre le double héritage du New Deal et de la *Great Society* avant de diversifier leurs idées. Il n'en reste pas moins que leur orientation générale est celle du rassemblement des mécontentements. Leurs soutiens électoraux, blancs et sudistes, sont en passe de devenir minoritaires dans les décennies à venir. Les évolutions sociologiques travaillent en effet pour les démocrates. A eux de savoir les utiliser en définissant une stratégie et une orientation. La majorité républicaine, réelle, est faible et fragile. A moyen terme, elle pourrait s'avérer être un leurre.

Sources d'information

Bibliographie indicative

Aistrup J.A., *The Southern Strategy Revisited. Republican Top-Down Advancement in the South*, Lexington, Kentucky University Press, 1996.

Applebome P., *Dixie Rising. How the South is Shaping American Values, Politics and Culture*, New York, Random House, 1996.

Balz D., Brownstein R., *Storming the Gates. Protest Politics and the Republican Revival*, Boston, Little Brown Co., 1996.

Barone M., *Our Country. The Shaping of America from Roosevelt to Reagan*, New York, Free Press, 1990.

Berman W.C., *America's Right Turn*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2nd éd., 1998.

Black E., Black M., *The Rise of Southern Republicans*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2002.

Dionne E.J. Jr., *Why Americans Hate Politics*, New York, Simon and Schuster, 1991.

Douzet F., « Ségrégation et balkanisation politique de la Californie », *Hérodote*, n° 122, 3^e trimestre 2006.

Edsall T.B., Edsall M.D., *Chain Reaction*, New York, W.W. Norton & Co., 2nd éd., 1992.

Fiorina M.P., Abrams S.J., Pope J.C., *Culture War? The Myth of a Polarized America*, New York, Pearson, 2005.

Fraser S., Gerstle G., *The Rise and Fall of the New Deal Order, 1930-1980*, Princeton, Princeton University Press, 1989.

Gerring J., *Party Ideologies in America, 1828-1996*, New York, Cambridge University Press, 2nd éd., 2001.

Ginsberg B., Shefter M., *Politics by Other Means*, New York, Basic Books, 1990.

Gould L.L., *Grand Old Party. A History of the Republicans*, Random House, New York, 2003.

Hacker Jacob S., Pierson Paul, *Off Center. The Republican Revolution and the Erosion of American*

Democracy, New Haven, Yale University Press, 2005.

Jacobson G.C., *The Politics of Congressional Elections*, New York, Pearson Longman, 6^e éd., 2004.

Judis J.B., Teixeira R., *The Emerging Democratic Majority*, New York, Scribner, 2002.

Lawrence D.G., *The Collapse of the Democratic Presidential Majority*, Boulder, Westview Press, 1996.

Mann T.E., Cain B.E. (dir.), *Party Lines. Competition, Partisanship, and Congressional Redistricting*, Washington DC, Brookings Institution, 2005.

Mayhew D.R., *Electoral Realignments. A Critique of an American Genre*, New Haven, Yale University Press, 2002.

Micklethwait J., Wooldridge A., *The Right Nation. Conservative Power in America*, Penguin Press, New York, 2004.

Nash G.H., *The Conservative Intellectual Movement in America since 1945*, Wilmington, Intercollegiate Studies Institute, 2nd éd., 1996.

Ornstein N.J., Mann T.E., *The Permanent Campaign and its Future*, Washington DC, American Enterprise Institute, Brookings Institution, 2000.

Parmentier G. (dir.), *Les Etats-Unis aujourd'hui*, Paris, Odile Jacob, 2004.

Polsby N.W., *How Congress Evolves: Social Bases of Institutional Change*, New York, Oxford University Press, 2004.

Schaller M., Rising G., *The Republican Ascendancy. American Politics, 1968-2001*, Wheeling, Illinois, Harlan Davidson Inc., 2002.

Shogan R., *War Without end. Cultural Conflict and the Struggle for America's Political Future*, Boulder, Colorado, Westview Press, 2002.

Taylor A.J., *Elephant's Edge. The Republicans as a Ruling Party*, Westport, Connecticut, Praeger, 2005. (Préface de Norman Ornstein).

Tertrais B., *Quatre ans pour changer le monde : l'Amérique de Bush : 2005-2008*, Paris, Autrement, 2004.

Vergniolle de Chantal F., « Le parti de Lincoln est-il devenu celui de Calhoun ? Héritage sudiste, parti républicain et fédéralisme », *Revue Française d'Etudes Américaines*, n° 93, septembre 2002, pp. 78-94.

Vergniolle de Chantal F., « Carl Schmitt et la "Révolution conservatrice" américaine », *Raisons Politiques*, n° 19, août-septembre 2005, pp. 211-229.

Vergniolle de Chantal F., *Le Fédéralisme américain en question*, Dijon, Editions Universitaires de Dijon (EUD), 2006.

Weisberg H.F., Patterson S.C., *Great Theater. The American Congress in the 1990s*, New York, Cambridge University Press, 1998.

Wolfe A., *One Nation After All*, New York, Viking, 1998.

Sites Internet

www.ifri.org: Centre Français sur les Etats-Unis (CFE) à l'Ifri

www.brookings.edu: Brookings Institution

www.umich.edu/~nes: American National Election Studies

www.pewforum.org: Pew Forum on Religion and Public Life

www.aei.org: American Enterprise Institute

www.cookpolitical.com: Cook Political Report

http://www.igs.berkeley.edu: Institute of Governmental Studies (IGS)

Entretiens réalisés à Washington DC

Karlyn Bowman, directeur de recherches (*American Enterprise Institute*), 29 août 2005.

Dan Balz, journaliste politique (*Washington Post*), 30 août 2005.

Sarah Binder, chargée de recherches (*Brookings Institution*) et enseignante (*George Mason University*), 30 août 2005.

Thomas Mann, directeur de recherches (*Brookings Institution*), 30 août 2005.

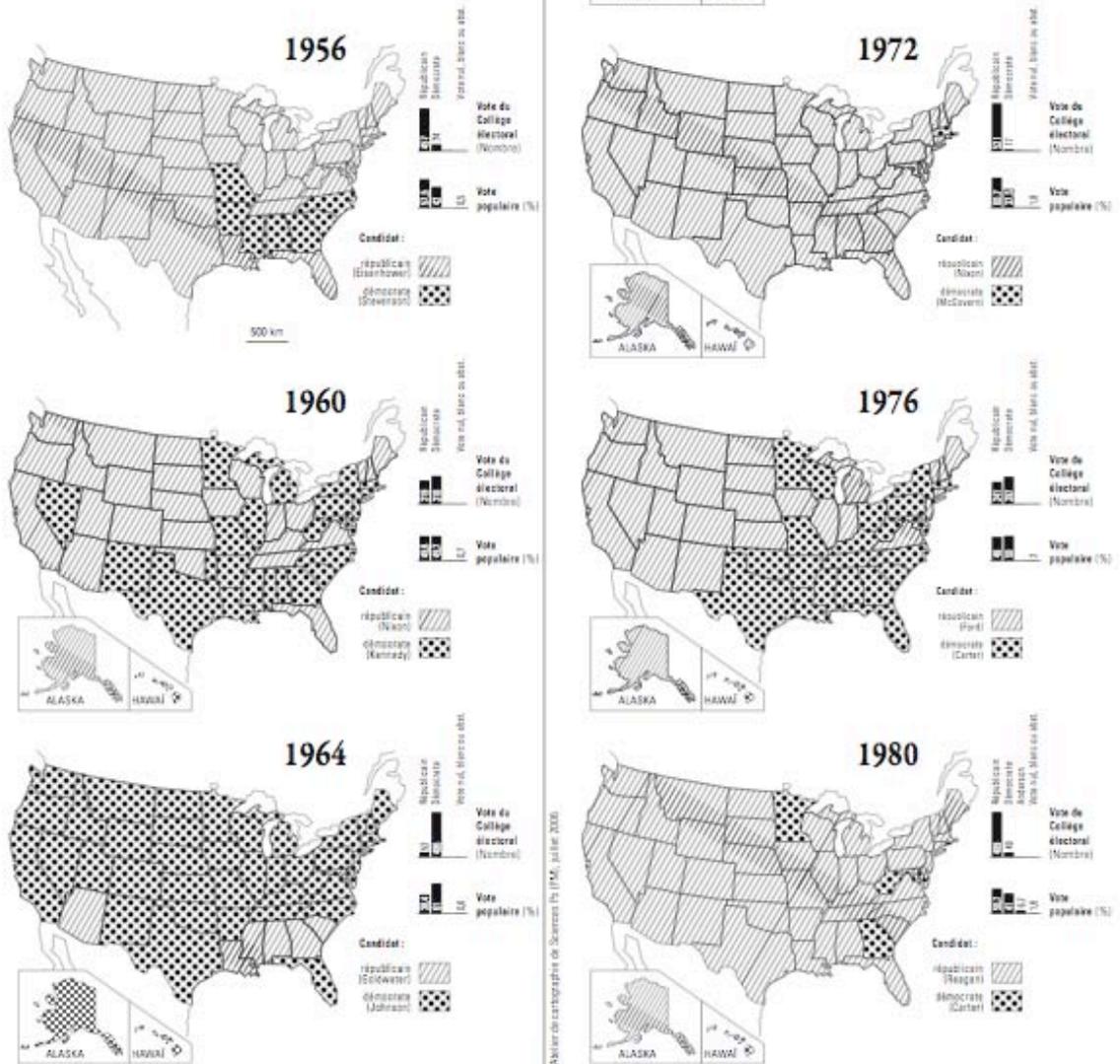
Charles Cook, directeur (*Cook Political Report*), 1^{er} septembre 2005.

Walter Oleszek, directeur de recherches (*Congressional Research Service*), 2 septembre 2005.

A n n e x e s

Figure 1 Élections présidentielles américaines (1956-1980)

Source : U.S. Department of the Interior (http://nationalAtlas.gov) et University of Michigan (pour 2004)



Atlas de cartographie de Sciences Po IEM, juillet 2008

Figure 2 Élections présidentielles américaines (1984-2004)

Source : U.S. Department of the Interior (<http://nationalatlas.gov/>)
et University of Michigan (pour 2004)

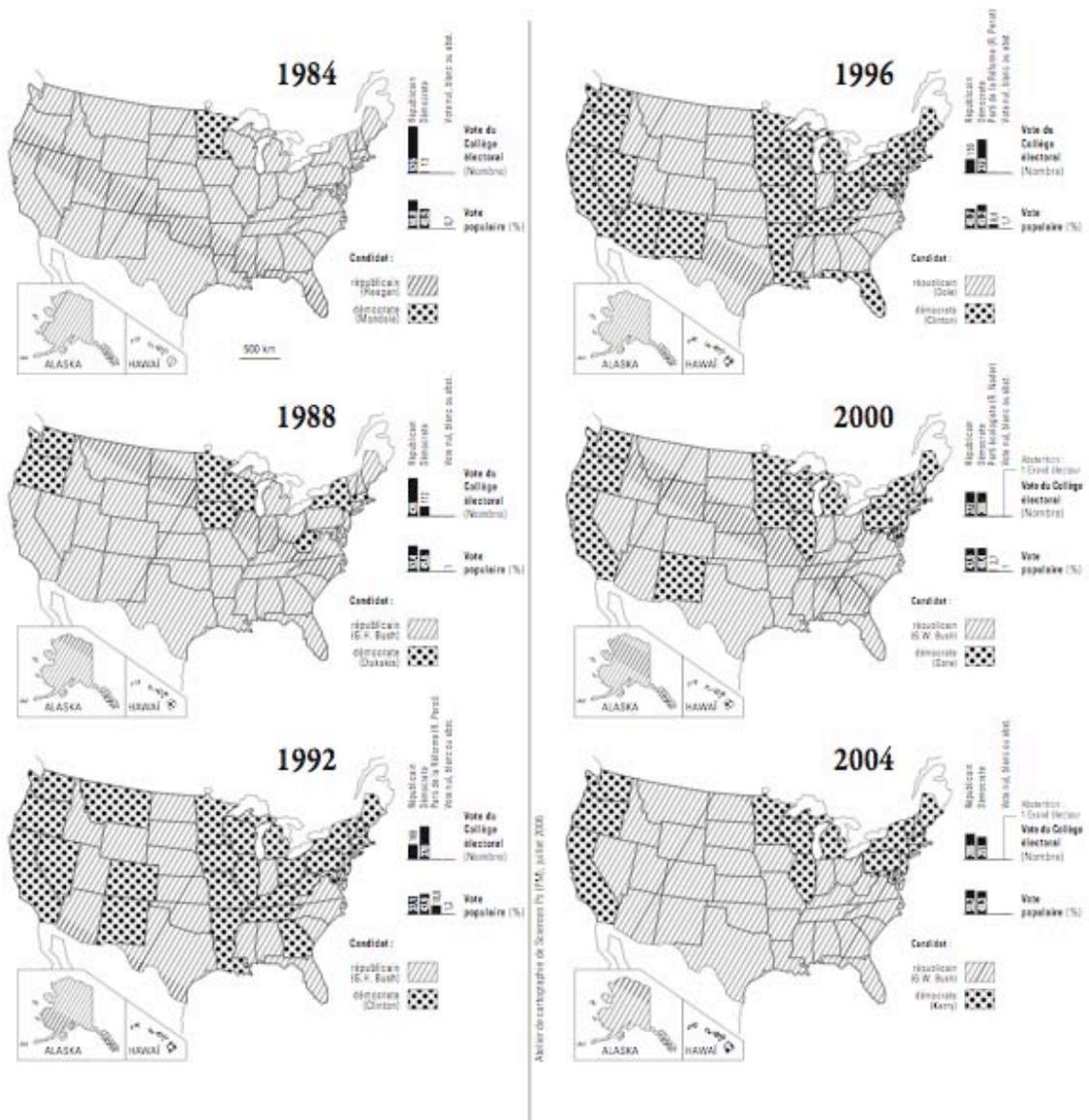
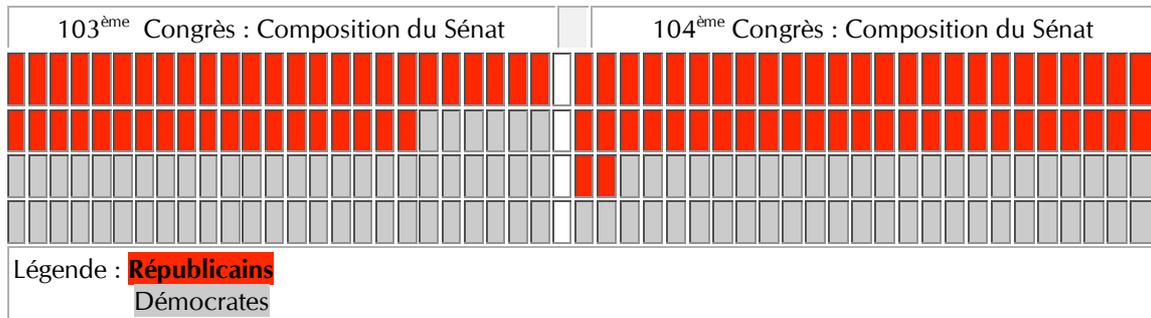


Figure 4.
L'élection du 104^{ème} Congrès

Source : *Federal Election Commission*

*** Le Sénat**



*** La Chambre des Représentants**

Parti politique	Sièges			Pourcentage des sièges	Pourcentage en voix
	1992	Elus	Evolution		
Parti démocrate	258	204	-54	46.8%	44.7%
Indépendant	1	1	+0	0.2%	0.7%
Parti républicain	176	230	+54	52.8%	51.5%
Total	435	435	+0	100.0%	100.0%